



Assemblée générale

Soixante-troisième session

49^e séance plénière

Jeudi 13 novembre 2008, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. d'Escoto Brockmann (Nicaragua)

En l'absence du Président, M. Siles Alvarado (Bolivie), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 45 de l'ordre du jour (suite)

Culture de paix

Rapport du Secrétaire général (A/63/262)

Note du Secrétaire général (A/63/127)

**Projets de résolution (A/63/L.23
et A/63/L.24/Rev.1)**

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
Je donne la parole au Chef de la délégation de Singapour.

M. Menon (Singapour) (parle en anglais) : La mondialisation a tissé entre nous tous des liens plus étroits que jamais. Dans le monde entier, des personnes de différentes religions vivent et travaillent désormais ensemble dans des sociétés métissées. La diversité est une notion incontournable, sur le plan religieux comme culturel, ce qui ne va pas sans soulever d'importantes questions sur la façon dont ces religions et cultures peuvent et devraient interagir. Nous devons étudier les moyens d'inciter au dialogue, car les couleurs de la carte du monde ne devraient jamais être fondées sur nos différentes identités religieuses.

À cet égard, le dialogue interreligieux est devenu un moyen important d'amener des personnes de diverses religions à nouer des liens et instaurer une confiance et une compréhension mutuelles. Les racines de ce dialogue remontent à la fin du XIX^e siècle, lorsque s'est réuni aux États-Unis le Parlement des religions du monde. Depuis, le mouvement interreligieux a pris de l'élan, et son importance et sa pertinence ont encore augmenté ces dernières années.

La religion relève d'un domaine extrêmement intime et spirituel. Elle peut commander les réactions et les convictions les plus profondes d'une personne, à tel point que les différences perçues deviennent parfois trop difficiles à surmonter. Il est donc compréhensible que l'idée d'un dialogue ou d'une interaction entre religions puisse déplaire à certaines personnes et communautés. Bien que des religions diverses prônent parfois des normes et des valeurs morales comparables, les différences entre religions peuvent être très réelles et marquées. Dans le monde d'aujourd'hui pourtant, où nos vies sont étroitement liées, nous ne pouvons nous permettre de nous ignorer ou de laisser subsister une hostilité entre les religions et les cultures. À mesure que nous nous connaissons mieux, non seulement nous découvrons la façon dont les membres des différentes communautés religieuses rencontrent le divin, mais nous comprenons également mieux nos propres religions. Ce faisant, nous espérons élargir le terrain commun qui sert de base au développement de toutes les sociétés.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Il est clair que le dialogue est important, car il cherche à susciter l'engagement individuel, à construire des relations et à renforcer la confiance et la compréhension mutuelles. Cependant, pour susciter réellement des sentiments favorables aux interactions entre diverses religions et cultures, ce dialogue devra se traduire en actes. Les gouvernements ont un rôle important à jouer à cet égard. Ils peuvent et doivent lancer au niveau local des processus pour rapprocher les partenaires clefs capables d'instaurer des liens entre les dirigeants religieux, afin de souligner l'intérêt d'une coopération harmonieuse et mutuellement bénéfique. Pour que cette démarche soit nuancée et utile, nous devons tenir compte des réalités locales de la société, telles que la confiance qu'ont les populations dans l'impartialité des relations de leur gouvernement avec les différentes communautés ethniques.

Singapour est un petit État insulaire qui compte environ 4 840 000 habitants. Cette population se compose d'environ 75 % de Chinois de souche, d'environ 14 % de Malaisiens et de 9 % d'Indiens. Le reste de la population est composé d'Eurasiens et d'autres groupes ethniques.

Singapour est aussi un pays pluriconfessionnel. Bien que 15 % des habitants ne soient affiliés à aucune religion, la majorité des Singapouriens sont adeptes de différentes confessions dont le christianisme, le bouddhisme, l'islam, l'hindouisme et les religions sikhe et bahaïe, entre autres.

Malgré nos différences, les relations entre les races et les religions à Singapour sont aujourd'hui stables et fortes en général, avec un bon niveau de tolérance et de respect interreligieux. Cela n'est pas un mince exploit, et c'est le fruit de près de 30 ans d'efforts concertés du Gouvernement singapourien et de son peuple. En 1990 par exemple, le Parlement de Singapour a adopté une loi sur le maintien de l'harmonie religieuse, qui permet au Gouvernement d'empêcher les dirigeants et les membres de groupes ou d'institutions religieuses de mener des actes qui pourraient provoquer des sentiments d'inimitié, de haine, de malveillance ou d'hostilité entre les différents groupes religieux. Cette loi a aussi créé un Conseil présidentiel pour l'harmonie religieuse pour donner des conseils au Gouvernement sur des questions relatives au maintien de l'harmonie religieuse à Singapour. En 2003, la Déclaration sur l'harmonie religieuse a été publiée par les organes nationaux des principaux groupes religieux de Singapour pour affirmer

l'importance de l'harmonie religieuse et leur volonté d'y contribuer.

Plus récemment, en 2006, dans un effort global pour favoriser l'unité et la résilience entre les diverses communautés et groupes religieux, le Gouvernement a lancé un programme d'engagement communautaire qui rassemblait les parties prenantes d'organisations communautaires, d'entreprises, de syndicats, de médias, d'établissements d'enseignement et d'organisations religieuses, pour qu'elles se chargent de bâtir la résilience sociale et l'harmonie entre les communautés. Une réussite importante dans ce domaine a été la mise en place d'un Comité directeur national sur l'harmonie raciale et religieuse, réunissant les hauts dirigeants de toutes les grandes confessions et organisations ethniques pour discuter et échanger des vues.

Nous prévoyons également plus d'initiatives locales pour promouvoir le dialogue interreligieux au sein de la société singapourienne. Un exemple en est le mémorandum d'accord signé par l'union chrétienne des jeunes gens et l'Association des bibliothécaires pour la jeunesse malaise de Singapour en avril 2006 afin de renforcer les interactions et la compréhension entre les jeunes chrétiens et leurs compagnons malais.

Les efforts visant à promouvoir le dialogue ne sont qu'un aspect de la situation. L'approche adoptée par Singapour sur l'harmonie entre les communautés comprend également des mesures législatives à l'encontre de ceux qui attisent et provoquent l'intolérance raciale ou religieuse. À cet égard, le Gouvernement singapourien a amendé son Code pénal en 2007 pour sanctionner les actes qui font naître l'inimitié entre les différentes religions ou groupes raciaux et qui sont préjudiciables au maintien de l'harmonie dans la société. Le Gouvernement singapourien a aussi montré qu'il n'hésiterait pas à infliger ce que certains pourraient considérer comme des punitions sévères aux individus ou groupes qui commettent des actes suscitant la malveillance et l'hostilité entre les différentes races et religions. En 2005, trois internautes ont été condamnés en vertu de la loi sur la sédition pour avoir publié dans leurs blogs des commentaires racistes et incendiaires sur les Malais et les Musulmans. Cette condamnation était nécessaire pour signifier clairement à tous les Singapouriens que les actes provoquant des sentiments de malveillance et d'hostilité entre les différentes races et les différentes communautés religieuses ne seraient

pas tolérés et que tous les coupables seraient traités en conséquence.

Singapour sait mieux que quiconque que la paix et l'harmonie entre les communautés sont difficiles à acquérir. Les leçons tirées des émeutes raciales des années 60 restent à jamais gravées dans notre histoire, tout comme la volonté de notre peuple d'accueillir la diversité des ethnies et des religions continue de se transmettre de génération en génération. Cette compréhension mutuelle est une chose que nous avons appris à accepter et à chérir, afin que notre petite société multiculturelle demeure soudée et harmonieuse.

Nous avons aussi appris que le maintien de la confiance et de la compréhension entre les différentes communautés religieuses requiert un esprit d'échange. En respectant les autres, chaque groupe religieux sera protégé et assuré d'être traité de manière équitable dans tous les aspects de la vie. Cette approche est pragmatique et responsable, et elle a fonctionné pour Singapour; elle permet à chaque catégorie de la société de travailler ensemble en tant que partenaires d'une cause commune pour construire une société égale et harmonieuse.

À cet égard, ma délégation apporte volontiers son appui aux efforts déployés par le Royaume d'Arabie saoudite pour organiser cette discussion plénière sur une culture de la paix. Cette initiative réaffirme l'importance de la promotion du dialogue interreligieux pour parvenir à la coexistence pacifique entre les nations et les peuples. Ma délégation note aussi que l'Assemblée générale a déclaré que 2010 serait l'Année internationale du rapprochement des cultures; nous nous engageons à appuyer tous les événements qui auront lieu au cours de l'année afin de renforcer les efforts dans ce domaine.

Dans le contexte actuel d'une mondialisation grandissante, engager un dialogue interreligieux et interculturel n'a jamais été plus indiqué. Un dialogue ouvert et continu, ainsi que le respect de la liberté d'expression et de croyance religieuse sont essentiels à nos efforts pour promouvoir une culture de la paix. Nous avons vu naître de nombreuses initiatives et de nombreux mécanismes au sein de l'ONU à cette fin. L'objectif aujourd'hui est de garantir la synergie de ces efforts, de façon à créer un terrain d'entente pour promouvoir le développement de la société humaine et construire un monde harmonieux.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Saint-Marin.

M. Bodini (Saint-Marin) (*parle en anglais*) : Je souhaite remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cette réunion, le Secrétaire général d'avoir établi le rapport sur le dialogue entre les religions et les cultures et la coopération en faveur de la paix, et S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud d'avoir demandé la convocation de cette réunion de haut niveau dans la salle de l'Assemblée générale.

La République de Saint-Marin a réussi à conserver son indépendance et la liberté de ses citoyens au cours de 17 siècles en imposant une tolérance pacifique : la tolérance avec nos voisins et la tolérance parmi notre propre peuple. La tolérance est au cœur de toutes les religions. Nous faisons nôtre la déclaration faite hier par S. M. le Roi d'Arabie saoudite :

« Le terrorisme et la criminalité sont les ennemis de Dieu, de toute religion et de toute civilisation. Ils sont le fruit de l'intolérance. »
(A/63/PV.46)

Au cours de la dernière année de la Seconde Guerre mondiale, tandis que des armées puissantes détruisaient les campagnes et les villes de nos voisins et décimaient leurs populations civiles, Saint-Marin a pu accueillir et nourrir plus de 100 000 réfugiés (cinq fois plus que notre population de l'époque) sans faire de distinction quant à leurs convictions politiques ou religieuses.

La République de Saint-Marin est tout à fait consciente de l'importance du dialogue interculturel et interreligieux. Notre gouvernement, lorsqu'il a présidé le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, se trouvait au premier rang des débats sur cette question. Ce débat a donné lieu à une conférence sur la dimension religieuse du dialogue interculturel en Europe. Les membres du Conseil, des dirigeants des trois grandes religions monothéistes et des experts de la société civile ont assisté à cette conférence.

Nous nous réjouissons que cette réunion très importante se tienne dans la salle de l'Assemblée générale. Plus que jamais, notre Assemblée générale doit servir de moteur pour lancer des idées nouvelles et audacieuses afin de nous permettre de répondre aux nouveaux et anciens défis de notre monde, tels que le

changement climatique, la crise financière, la dépression économique, la pauvreté, le développement, les maladies endémiques et le terrorisme.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Azerbaïdjan.

M. Mehdiyev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer la gratitude et les remerciements les plus sincères de mon gouvernement à S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite qui a pris l'initiative de demander la convocation de cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la culture de la paix. Cette réunion est ainsi une excellente occasion pour échanger nos vues et nos idées sur la promotion du dialogue interreligieux et interculturel, la tolérance, la compréhension mutuelle et la coopération.

Sur le plan géographique, l'Azerbaïdjan se trouve à la croisée des chemins entre l'Orient et l'Occident et a adopté de nombreux éléments de ces cultures et de ces civilisations. En effet, dans mon pays où plusieurs croyances et tendances religieuses se sont propagées à travers l'histoire, des relations de tolérance ont été établies et ont prévalu au sein des différentes communautés.

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, la capitale de l'Azerbaïdjan, Bakou, est devenue le centre pétrolier de la région et au-delà, faisant du pays une terre de brassage et un creuset de langues, de religions et de traditions culturelles. En 1918, l'Azerbaïdjan a créé la toute première république démocratique de l'Est, dotée d'un parlement multipartite et d'un gouvernement de coalition. Pendant les années du régime communiste en Azerbaïdjan, qui a impitoyablement combattu la religion, de remarquables centres religieux ont été détruits et des valeurs et des traditions spirituelles ont fait l'objet d'une oppression et d'une profanation systématique. Depuis le rétablissement de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, l'égalité devant la loi et le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de croyance ont été efficacement garantis par l'État et de nombreuses mosquées, églises et synagogues ont été construites et remises en état dans le pays.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan partage les valeurs européennes et est une composante inaliénable de l'architecture sécuritaire euro-atlantique. En même temps, l'Azerbaïdjan, de par son appartenance au monde musulman, partage le patrimoine progressiste et

les valeurs spirituelles de la culture et de la civilisation islamiques. Un tel avantage nous ouvre de vastes possibilités de contribuer à la promotion de l'entente et du dialogue entre les religions et les cultures, d'encourager la diversité ethnique et religieuse et de développer des liens intercommunautaires.

Sur cette toile de fond, l'Azerbaïdjan a réaffirmé à maintes reprises qu'il était déterminé à jouer un rôle de pont naturel et à œuvrer au renforcement des différents continents, cultures et civilisations, en établissant les conditions préalables nécessaires à la promotion du dialogue interreligieux et interculturel.

Ainsi, convaincue du rôle crucial joué par les médias dans la formation de l'opinion publique, l'Azerbaïdjan a accueilli, en avril 2007, une conférence internationale sur le rôle des médias dans le développement de la tolérance et de la compréhension mutuelle. En tant que membre actif du Groupe des Amis de l'Alliance des civilisations, l'Azerbaïdjan a organisé en novembre 2007, avec le soutien du PNUD, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, une conférence de haut niveau dans le cadre de l'initiative « Jeunesse pour l'alliance des civilisations ». Une autre importante rencontre internationale sur le rôle de la femme dans le dialogue transculturel a eu lieu dans mon pays en juin dernier.

Nous comptons bien continuer de contribuer à la paix et à la compréhension mutuelle en favorisant le dialogue entre les civilisations et les cultures, notamment en organisant des manifestations médiatisées, axées sur l'action, rassemblant des dirigeants politiques, des gouvernements, des organisations internationales, des groupes de la société civile, des communautés religieuses et les médias.

L'Azerbaïdjan accueillera, le mois prochain, la conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables de la culture sur le dialogue interculturel comme fondement de paix et de développement durable en Europe et dans les régions voisines. Bakou se prépare en outre à devenir la capitale de la culture islamique en 2009.

Ces dernières années, des attaques inadmissibles contre l'islam dans certains pays ont confirmé la nécessité vitale du dialogue et d'efforts conjoints visant à combattre de telles manifestations diffamatoires et les idées fausses.

Nous appuyons pleinement les recommandations du Secrétaire général concernant l'importance des initiatives dans le domaine de l'éducation visant à encourager la suppression des messages de haine, des distorsions, des préjugés et des biais négatifs des manuels scolaires et autres matériels didactiques et à favoriser l'acquisition d'une connaissance et d'une compréhension élémentaires des principales cultures, civilisations et religions de la planète.

Alors que l'Azerbaïdjan a toujours agi dans le souci de préserver son unité, sa diversité, son patrimoine culturel et ses valeurs spirituelles, une autre approche a prévalu dans notre entourage immédiat, fondée sur la regrettable politique de l'incompatibilité ethnique et religieuse. La mise en application pratique de cette politique a débouché sur une agression destructrice contre l'Azerbaïdjan et sur l'occupation et le nettoyage ethnique de ses territoires. En conséquence, l'Azerbaïdjan a souffert, entre autres, d'une destruction culturelle à outrance. De nombreux monuments et œuvres d'art historiques, culturels et religieux ont été détruits et pillés dans les territoires occupés de mon pays. Par conséquent, l'examen par l'Assemblée générale du point de l'ordre du jour intitulé « La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan » contribue grandement à attirer l'attention des États Membres sur les pratiques illégales dans les territoires occupés et conduire à prendre d'urgence des mesures pour y mettre fin.

Pour terminer, j'exprime l'espoir que cette réunion apportera une précieuse contribution aux efforts visant à surmonter les préjugés et les idées fausses, à diminuer l'hostilité et à promouvoir le dialogue, l'entente et le respect mutuel entre les peuples de différentes traditions culturelles et religieuses. Je suis sûr que les résultats tangibles de cette réunion seront une source d'inspiration pour nous tous dans notre recherche de solutions créatives aux problèmes auxquels nous nous heurtons.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de la Mauritanie.

M. Ould Hadrami (Mauritanie) (*parle en arabe*) : Au nom de la République islamique de Mauritanie, je voudrais adresser mes profonds remerciements et toute ma gratitude au Président de l'Assemblée pour avoir convoqué cette réunion de la plus haute importance. Nous tenons également à remercier le Serviteur des deux saintes mosquées,

S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, pour cette excellente initiative qui traduit son sincère attachement à la promotion de la culture de paix et reflète les efforts qu'il déploie pour promouvoir l'entente culturelle entre les peuples du monde. Sa dernière initiative en date a été d'organiser, avec S. M. Juan Carlos, le Roi d'Espagne, la Conférence sur le dialogue interconfessionnel qui s'est tenue à Madrid en juillet 2008.

Ce débat de haut niveau de l'Assemblée générale acquiert une importance particulière dans notre monde, car il intervient à un moment où se multiplient les théories sur l'inévitabilité du choc des civilisations et des cultures ainsi que des idées qui cherchent à accentuer les différences entre les nations et à saper les fondements de la paix et de la coexistence entre les peuples.

Les pays musulmans attachent une importance particulière à cette réunion, qu'ils considèrent comme une occasion de diffuser, dans cette enceinte universelle, le vrai et noble message de l'islam, qui est un message de tolérance. Notre Prophète n'a-t-il pas dit, dans notre sainte tradition, qu'il avait été envoyé avec une foi tolérante et qu'Allah aime la foi tolérante de la vérité? Il s'agit d'un message universel adressé à toute l'humanité et non pas à une race, un groupe ethnique ou une nation en particulier. Allah Tout-Puissant dit dans le saint Coran : « C'est à l'ensemble des hommes que nous t'avons envoyé pour annoncer la bonne nouvelle et avertir » et « Nous ne t'avons envoyé que comme miséricorde pour le monde ». L'islam honore l'humanité en tant qu'êtres humains et n'établit aucune discrimination fondée sur la couleur, le sexe ou l'ethnicité : « Nous avons honoré les enfants d'Adam. » Le Messenger de Dieu se leva alors que passait un convoi funéraire. Quelqu'un lui dit : « Le mort n'est pas musulman. » Ce à quoi le Messenger de Dieu répondit : « N'est-ce pas un être humain? »

Telle est la nature de l'islam, une culture ouverte à toutes les cultures et civilisations. Il dialogue avec elles. L'islam rejette l'hégémonie culturelle et respecte le droit d'autres minorités religieuses en son sein à pratiquer librement leurs rites. C'est une culture ouverte, qui veut dialoguer avec d'autres cultures et civilisations sur la base de principes clairs, parmi lesquels je citerais les suivants.

Premièrement, il doit y avoir un respect mutuel entre toutes les religions sans aucun dénigrement des croyances des autres ou diffamation de leurs symboles.

Le Coran dit : « N'injuriez pas ceux-là qu'ils invoquent au lieu de Dieu, car par transgression, ils injurieraient Dieu sans savoir. » Il nous invite à nous abstenir d'attaquer autrui : « Dieu ne vous empêche pas, à l'égard de ceux qui ne vous ont pas combattus pour la religion et ne vous ont pas chassés de vos demeures, de leur faire la charité et d'être, envers eux, à la balance. » Nous devons consolider ce qui unit les peuples et les religions : « Ô gens du Livre, venez-en à un dire qui soit commun entre nous et vous. » Nous sommes invités à observer les règles du dialogue et du respect d'autrui : « Dieu n'aime pas qu'on dise du mal à haute voix; seul le peut à qui on a manqué », et à « ne dispute[r], que de la plus belle façon, avec les gens du Livre ». Le Coran nous dit de faire la justice entre tous, même parmi ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, et nous exhorte : « quand vous jugez entre des gens, [jugez] avec équité, [et si vous êtes agressés,] faites l'équité : c'est plus proche de la piété ».

L'islam reconnaît les acquis de l'humanité et ses progrès dans l'instauration et la consolidation de valeurs nobles et d'une morale élevée. Le Prophète a été envoyé, comme le dit le hadith, pour soutenir et compléter les valeurs éthiques. Ainsi, les musulmans croient et révèrent tous les prophètes et messagers de Dieu qui sont venus avant eux. Le saint Coran dit : « Le Messager a cru en ce qu'on a fait descendre vers lui de la part de son Seigneur. Tout comme les croyants : tous ont cru en Dieu et en Ses anges et en Ses Livres et en Ses messagers [et ils ont dit] : Nous ne faisons de différence entre aucun de Ses messagers. »

Si le dialogue est mené sur ces bases, il pourrait contribuer à approfondir la compréhension entre les peuples, à promouvoir les valeurs humaines, à renforcer la paix sociale et la sécurité, à ouvrir la porte pour combattre l'injustice et l'affrontement et à entériner les principes de la vérité, de la justice, et du respect de la dignité humaine et de tous les aspects de notre environnement, y compris la faune et la flore.

Le dialogue entre les cultures et ses contributions à la paix internationale est entravé par plusieurs facteurs. Ce sont notamment l'inégalité des chances et la disparité des niveaux de vie, ainsi que le sentiment qu'ont de nombreuses personnes et cultures d'être marginalisées ou d'être victimes d'exclusion et de discrimination, de politiques injustes, d'attitudes négatives d'autrui sur des questions qui leur sont importantes, de stéréotypes et de généralisations dangereuses reposant sur quelques incidents isolés qui

constituent des tentatives délibérées d'occulter la vérité et de promouvoir le mensonge.

Les musulmans ont eu leur part de telles attitudes, et l'image de leur religion et de leur culture a souffert de ces distorsions. Il est donc temps de leur rendre justice et de redresser ces torts. Il est temps d'écouter les musulmans, de donner suite à leurs doléances et de résoudre leurs problèmes, afin qu'ils puissent contribuer à l'avènement dans le monde de la paix qu'ils méritent et afin qu'ils puissent participer activement au dialogue des cultures.

En prenant la déclaration et les recommandations formulées par la Conférence mondiale sur le dialogue, à Madrid, comme base solide pour que les différentes cultures et civilisations s'accordent sur des stratégies communes dans l'intérêt de l'humanité, nous notons tout particulièrement les faits suivants : tout d'abord, la diversité des cultures et des civilisations est un signe de Dieu, et elle devrait constituer une source de progrès pour l'humanité. Deuxièmement, le dialogue est essentiel à la vie, puisqu'il est important de connaître les autres et de coopérer et de communiquer avec eux afin de trouver la vérité qui contribue au bonheur de l'humanité. Troisièmement, nous devons respecter les religions, croyances et symboles monothéistes et condamner toute tentative de dénigrer ou d'insulter les symboles religieux ou d'exploiter la religion pour inciter à la discrimination raciale. Enfin, toutes les cultures et religions appellent à la paix, au respect des autres et à la reconnaissance du fait qu'ils ont eux aussi droit à la paix et à la liberté.

La communauté internationale doit assumer ses responsabilités dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme en s'attaquant aux concepts idéologiques et politiques erronés, ainsi qu'aux déséquilibres économiques et sociaux qui donnent lieu à de tels phénomènes. Nous devrions donc adopter des stratégies intégrées complètes, fondées sur une approche pédagogique et culturelle qui rejette la haine, l'extrémisme et le terrorisme et encourage la coexistence et la communication avec les autres civilisations.

La République islamique de Mauritanie, qui tout au long de son histoire a honoré les principes et les valeurs de la tolérance et a servi de lien pour encourager des contacts et des échanges fructueux entre différentes cultures et civilisations, est aujourd'hui prête à poursuivre ce rôle et à soutenir tous

les efforts déployés pour jeter les bases d'une culture de paix, de coexistence et de stabilité.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de la Malaisie.

M. Ali (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je souhaite remercier le Président et le Serviteur des deux saintes mosquées, S.M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud d'Arabie saoudite, pour l'effort engagé afin de faire de cette réunion plénière de l'Assemblée générale sur le point 45 de l'ordre du jour, « Culture de paix », un événement à haut niveau. Cet effort contribue à notre objectif commun de construire une culture de paix, de tolérance et de compréhension, en s'appuyant sur des initiatives antérieures de l'ONU sur ce sujet. La Malaisie soutient pleinement les efforts entrepris au niveau international pour susciter une meilleure compréhension entre les cultures et les civilisations.

Malgré les progrès qu'il a réalisés vers la modernité et la démocratie, notre monde est toujours assailli de conflits entre nations et entre peuples. Certains mésusent des notions de culture, d'appartenance ethnique et de religion pour insister sur les différences entre nous et pour transformer ces différences en clivages, au lieu de célébrer en elles la beauté de la diversité entre les peuples. Cependant, les conflits que ces différences ont engendrés dans notre monde aujourd'hui restent de nature politique et reflètent certains des écarts socioéconomiques que connaît notre monde à l'heure de la mondialisation.

La Malaisie estime qu'il faut avoir conscience des aspects politiques des dissensions entre sociétés et nations, dont notamment les situations de conflit dans différentes régions du monde et la nécessité de parvenir à des solutions justes et définitives. Bien que des désaccords demeurent sur certains points, on ne saurait ignorer que les clivages interculturels sont fortement influencés par la scène politique mondiale. Nous devons nous attaquer directement à ces racines politiques, en sachant que l'accès et l'exposition accrues aux images et aux informations peuvent facilement être utilisés soit pour perpétuer les clivages, soit pour aider à les réduire.

On contribue également à la construction d'une culture de paix en veillant à ce que les populations puissent subvenir à leurs besoins socioéconomiques, en ayant par exemple accès à la nourriture, à un abri, à l'éducation, à un travail décent, à la stabilité et à la

possibilité de déterminer leur propre avenir. À cet égard, nous devons veiller à ce que le droit au développement soit respecté et concrétisé et à ce que les inégalités de chances et de revenus entre les pays et au sein des sociétés soient surmontées.

Les sociétés tendent généralement à se placer au centre de leur vision du monde, considérant les autres peuples et cultures à l'aune de leurs propres normes et philosophies et allant parfois jusqu'à imposer leurs valeurs à d'autres sociétés, ce qui crée une atmosphère d'acrimonie et de défiance entre les peuples. Nous sommes aujourd'hui témoins d'une tendance dangereuse, d'un schisme grandissant entre différentes cultures et religions qui, s'il n'est pas traité correctement, pourrait faire peser une menace sérieuse sur la paix internationale. La Malaisie, pays où se côtoient de nombreuses ethnies, cultures et religions, saisit parfaitement les difficultés auxquelles le monde se heurterait si cette tendance délétère n'était pas renversée.

Nous constatons, entre autres, une montée de plus en plus forte de l'islamophobie et de sa légitimation dans les cercles politiques, dans l'opinion publique et dans la société en général. Ce phénomène est le résultat de la résurgence des activités de partis politiques et d'associations fondés sur l'idée fallacieuse, raciste et xénophobe d'une supériorité idéologique. La diffamation des religions qui en résulte est un phénomène bien réel et nous ne partageons pas l'idée qu'elle ne porte pas atteinte aux droits de l'homme. La diffamation des religions constitue une atteinte au droit d'avoir des convictions religieuses, car elle est inextricablement liée à l'incitation à la haine raciale et religieuse. La diffamation des religions et la liberté d'opinion et d'expression ne s'excluent pas mutuellement et ne sont pas incompatibles. Nous estimons que le problème n'est pas de choisir l'une ou l'autre, mais de veiller à ce que le respect de ces deux principes trouve un équilibre aussi bien sur le plan conceptuel que sur les plans juridique et pratique. C'est un domaine auquel la communauté internationale devrait apporter toute son attention, au lieu de débattre de la vertu de l'un par rapport à l'autre.

Des initiatives telles, qu'entre autres, la convocation de la présente réunion de haut niveau, l'Alliance des civilisations et la Conférence sur la coopération œcuménique pour la paix, forment des aspects importants de l'engagement international en faveur de la promotion de l'entente et de la coopération entre les cultures, les civilisations et les religions. La

Malaisie appuie ces initiatives et estime que les échanges positifs entre les peuples de cultures et de valeurs différentes contribueront à préserver et à promouvoir la paix et la stabilité mondiales, qui sont indispensables pour promouvoir un développement socioéconomique durable.

Voilà deux jours que nous favorisons le dialogue de haut niveau, mais nous devons également axer notre attention sur le travail à mener ultérieurement pour faire en sorte que cette interaction s'étende au niveau local et jusque dans les communautés. Nous devons traduire nos idées et nos pensées en mesures concrètes. Les États Membres, le système des Nations Unies et la société civile ont tous des rôles importants et complémentaires à jouer pour faire en sorte que cela devienne une réalité. Le partenariat avec la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé, renforcera considérablement nos efforts mutuels pour promouvoir la compréhension entre les cultures, les civilisations et les religions et il est l'expression de la volonté résolue de la communauté internationale de coopérer en faveur de la paix.

Ces dernières années, de nombreuses autres initiatives ont été menées pour promouvoir le dialogue entre les cultures, les civilisations et les religions. Des efforts ont notamment été déployés aux niveaux international, régional et national, parfois organisés par les États, parfois à l'initiative d'organismes des Nations Unies ou de la société civile. Ces efforts sont à la fois louables et bienvenus. La Malaisie estime que l'ONU est l'organe international le mieux placé pour coordonner ces efforts et qu'à ce titre, elle peut jouer un rôle moteur.

Dans le cadre de notre dialogue entre les cultures, les civilisations et les religions, tous les acteurs doivent veiller à multiplier les passerelles et à axer leur attention sur les valeurs qui nous sont communes. Nous devons appréhender ce dialogue dans un respect mutuel pour toutes nos dimensions, y compris ethniques, culturelles et religieuses, et pour les différents pays et les différentes nationalités qui y sont représentés. Une fois de plus, je tiens à insister sur le fait que les opinions politiques ne devraient pas peser sur nos valeurs communes.

Nous devons toujours garder à l'esprit que, par essence, toutes les croyances font l'éloge des vertus de la tolérance et de la paix; que chaque société doit se doter du système démocratique qui lui convient, tout en

préservant ses principes fondamentaux; que mettre des étiquettes sur les personnes sème la confusion et non pas la clarté et peut parfois être considéré comme une insulte; et que les problèmes de longue date qui continuent de tourmenter l'humanité peuvent agir comme un facteur de ralliement pour l'extrémisme et doivent être réglés de manière équitable, juste et équilibrée.

La Malaisie demeure persuadée que la culture de la paix réside dans l'entente, le respect et la tolérance mutuels entre les religions, les cultures et les peuples. En tant que membres de cet organe, nous devons travailler main dans la main pour atteindre cet objectif afin d'instaurer la paix et la prospérité sur notre monde.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Alemu (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, ma délégation tient à féliciter le Président de l'Assemblée générale pour la convocation et la conduite réussie de cette réunion de haut niveau sur la culture de la paix, qui, comme de nombreux orateurs précédents l'ont dit, est plus importante que jamais dans ce monde agité qui est le nôtre aujourd'hui. Ma délégation voudrait également exprimer sa sincère reconnaissance à S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, Serviteur des deux saintes mosquées, pour avoir, en ce moment particulièrement critique où l'humanité doit d'urgence faire preuve de davantage de compréhension et d'une plus grande tolérance, pris l'initiative personnelle ayant rendu possible la convocation de ce dialogue de haut niveau sur l'entente et la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix.

Je voudrais aussi indiquer que nous nous félicitons sincèrement du rapport du Secrétaire général (A/63/262) présenté au titre du point de l'ordre du jour que nous examinons. Le rapport offre véritablement un large aperçu des différentes activités majeures entreprises ces 12 derniers mois en application de la résolution 62/90. Je voudrais brièvement revenir sur certaines d'entre elles, compte tenu de la grande importance que le Gouvernement éthiopien attache à ce point de l'ordre du jour dans le contexte de sa propre politique nationale.

Nous constatons avec satisfaction que, comme le Secrétaire général l'a bien décrit dans son rapport, un nombre important d'activités encourageantes ont été

menées par l'UNESCO, l'Alliance des civilisations, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Département de l'information et par le Département des affaires économiques et sociales, qui jouent tous, selon leur centre d'intérêt et leur mandat, un rôle direct dans la mise en œuvre du point à l'examen. Les importantes activités menées par ces acteurs majeurs pour faciliter et promouvoir le dialogue entre les cultures et les religions et développer des relations de travail concrètes avec les organisations culturelles et confessionnelles qui jouent un rôle utile et apportent des contributions précieuses dans ce domaine sont donc véritablement prometteuses. Elles incitent les pays membres à nourrir et à enrichir cette tâche cruciale de manière plus active en faisant preuve d'un engagement accru et d'une vision commune.

Voilà qui renforcerait sans nul doute les premiers résultats obtenus jusqu'à présent et donnerait un élan supplémentaire aux activités prometteuses encore en gestation ou au stade initial, sans parler de l'espoir que cela permettrait de donner aux activités futures. À cet égard, il suffit de considérer ce qui a été accompli en une période de temps relativement courte, depuis la création, sous les auspices de l'ONU, de l'Alliance des civilisations en 2005, à la suite des initiatives louables prises par les Gouvernement espagnol et turc.

De fait, il est encourageant d'apprendre que l'Alliance – qui a pour noble objectif d'améliorer l'entente et les relations de coopération entre les États et les peuples quelles que soient les cultures et les religions, et pour impératif de contribuer à combattre les forces qui alimentent la polarisation et l'extrémisme – a réalisé des progrès substantiels, à commencer, de manière fort appropriée, par la mobilisation de personnalités éminentes issues des quatre coins du globe. Nous reconnaissons que la nomination d'un Haut-Commissaire des Nations Unies pour diriger cette énorme tâche et l'élaboration d'un plan d'action détaillé et concret ont constitué un pas dans la bonne direction pour atteindre les objectifs primordiaux de cette initiative.

La rapidité avec laquelle s'est renforcé le soutien politique dont bénéficie l'Alliance grâce au mécanisme du Groupe des Amis dont le nombre de membres a doublé – passant de 44 à 88 pays et organisations multilatérales cette année – est en soi une illustration parfaite des progrès positifs réalisés en la matière.

De même, le succès du premier Forum de l'Alliance des civilisations, organisé par le Gouvernement espagnol en janvier 2008 à Madrid, a vraiment constitué une avancée remarquable dans la bonne direction. Mon pays, l'Éthiopie – l'un des quelques berceaux de la civilisation humaine – a eu l'honneur de prendre part à ce grand Forum auquel il a envoyé des représentants de haut niveau du Gouvernement et de l'Église orthodoxe éthiopienne. Nous appuyons avec enthousiasme le résultat de ce Forum historique et attendons avec intérêt le prochain – et second – Forum de l'Alliance des civilisations que le Gouvernement turc s'est proposé d'accueillir en avril 2009; et cette manifestation très médiatisée devrait susciter une participation mondiale encore plus large que le premier Forum.

L'Éthiopie, dont la force en tant que nation tient à la diversité de ses peuples, abrite plus de 80 groupes ethnolinguistiques différents et de ce fait, a été décrite à juste titre comme une mosaïque de cultures, outre qu'elle est le berceau même de l'humanité. L'Éthiopie est également connue comme le foyer commun des trois religions d'Abraham, le judaïsme, le christianisme et l'islam, dont les disciples coexistent depuis des millénaires dans l'harmonie et la tolérance, ce qui fait de mon pays un exemple remarquable de tolérance religieuse et même de cohésion, résultat de la chance immémoriale et exceptionnelle qui a été la sienne de connaître l'unité dans la diversité. C'est une terre où des peuples de toutes religions et convictions vivent et travaillent ensemble et se comprennent et s'entraident dans une harmonie idéale. En fait, il ne serait pas exagéré de dire que cet état de chose a valu à l'Éthiopie le respect et l'admiration de tous.

Comme les membres le savent peut-être, l'histoire a enregistré et nous rappellera toujours que l'Éthiopie – ou l'Abyssinie ou Al-Habasha – est souvent décrite comme le havre de la première migration, ou hégire. Pour les musulmans, l'Éthiopie est synonyme d'absence de persécution et d'émancipation de la peur, car c'est un pays dont le roi chrétien, le Négus ou Al-Najashi – dont le véritable nom était Ashsama ibn Abjar – était renommé pour sa justice, un roi qui, en son royaume, protégeait les droits de l'homme. Comme le rapportent divers ouvrages de littérature islamique et éthiopienne, on sait que le fameux Bilal ibn Rabah, ou Bilal al-Habashi, qui était à l'origine un esclave éthiopien non musulman qui vivait à La Mecque à l'époque du prophète Mahomet, était un compagnon important et de confiance du

Prophète. Et ce n'est pas par hasard que sa terre natale, l'Éthiopie, a été choisie par le Prophète lorsque ses disciples ont eu besoin d'être protégés et de se soustraire aux persécutions.

La compréhension et les compromis interreligieux ont résisté à l'épreuve du temps et des événements et continuent de renforcer et d'intensifier les relations. En effet, ce sont là de véritables exemples historiques de dialogue et de coopération. Leur message central, qui continue aujourd'hui à garder toute sa pertinence, est que nous devrions tous reconnaître qu'il existe des défenseurs de la foi qui ne se considèrent ou ne se traitent pas comme des adversaires mais soulignent au contraire les similitudes de leurs religions et cherchent à établir des passerelles au lieu de dresser des murs impassables fondés uniquement sur leurs différences. Et cela s'applique également à toutes les autres religions et confessions.

Pour nous en Éthiopie, la tolérance et le respect à l'égard des différentes cultures, ethnicités et religions sont essentiels à notre mode de vie. En fait, nous estimons même que c'est une question de survie, une façon de veiller à ce que la nation continue de rester unie, comme elle l'a été tout au long de l'histoire, et à ce qu'elle continue de prospérer dans l'unité et le développement pour le bien de tous. Notre tradition nationale a toujours favorisé les compromis, la compréhension et le respect entre les peuples de cultures et de religions différentes. D'une certaine manière, c'est là l'essence même de ce que nous avons célébré au cours de l'année écoulée avec nos partenaires du monde entier à l'occasion du troisième millénaire de l'Éthiopie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

La Constitution fédérale éthiopienne repose solidement sur une série de principes, dont celui qui consiste à reconnaître et à protéger les identités et les droits individuels et à garantir la participation et la représentation intégrales de toutes les nationalités du pays. Elle consacre également notre engagement en faveur de la promotion de l'unité dans la diversité. Ainsi, le fait de tenir compte des diverses identités des groupes nationaux et du droit à l'autodétermination, et de mettre en place une structure fédérale qui délègue effectivement des pouvoirs aux collectivités sur la base de ces principes sont quelques-uns des éléments remarquables du système politique aujourd'hui en vigueur en Éthiopie.

Grâce à la Constitution fédérale, les peuples de l'Éthiopie ont réussi à consolider encore plus leurs traditions anciennes, leur culture de paix et de coexistence pacifique, marques d'une société tolérante, en adoptant et en acceptant toutes sortes de différences culturelles et religieuses. Pour célébrer cette vertu si constante, une Journée nationale du drapeau a été célébrée officiellement cette année pour la première fois de la longue histoire de notre pays, afin de rendre hommage au drapeau tricolore de la nation. Le drapeau représente la source éternelle de la force de notre pays et de l'endurance de ses divers peuples, qui ont réussi, au cours des siècles, à triompher d'obstacles indicibles tout en restant unis et en récoltant les dividendes de la paix, du développement, de la tolérance et de la coopération réciproque – ce qui est encore plus vrai aujourd'hui.

En outre, ce respect et cette tolérance mutuels innés s'étendent aux pays voisins et au monde au-delà des limites naturelles du pays, étant donné que le principe de bon voisinage et de coexistence pacifique est l'un des principaux piliers de la Constitution fédérale et de la politique étrangère de l'Éthiopie qui est un centre de paix et de coopération pour le bien de tous et pour le développement de notre région et au-delà.

La promotion d'un dialogue et d'une compréhension interactifs entre les grandes religions et les grandes cultures du monde n'est pas un choix ou, comme l'a si bien dit S. M. le Roi Abdullah du Royaume hachémite de Jordanie, ce n'est pas un luxe non plus. C'est plutôt une obligation, une chose à laquelle nous devons tous accorder l'importance qui lui est due. Nous devons œuvrer de concert et prendre des engagements à long terme pour instaurer un monde pacifique où la tolérance, le respect et les compromis, plutôt que le rejet et l'affrontement prévaudront, et où les malentendus dus à l'ignorance et à la peur entre les peuples n'existeront plus.

En effet, le verset populaire du saint Coran qui a été cité à l'identique par Leurs Majestés le Roi d'Arabie saoudite et l'Émir de l'État du Koweït, ainsi que par d'autres chefs de gouvernement ou de délégations qui ont parlé après eux lors de cette réunion, hier et aujourd'hui, le résume avec concision. Et, tout comme le verset équivalent dans la sainte Bible nous conseille de traiter notre prochain comme nous souhaitons nous-mêmes être traités, les deux grands livres se complètent véritablement sur ce point fondamental, tout comme toutes les autres religions et

croyances principales de par le monde qui le disent dans leurs enseignements.

Pour terminer, en tant que fervent croyant en la noble cause du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, et en tant qu'auteur des projets de résolution soumis à l'Assemblée générale pour adoption afin de faire avancer cette cause, je tiens à assurer l'Assemblée que l'Éthiopie reste fermement engagée et qu'elle continuera de jouer activement son rôle dans la poursuite de cette initiative mondiale de la plus haute importance, sur le plan national comme ailleurs, dans des régions proches ou lointaines, car la tâche formidable consistant à promouvoir une culture de paix est un enjeu commun crucial pour nous tous.

Allocution de M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Brown (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (*parle en anglais*) : Je suis heureux qu'autant de dirigeants qui ont si bien servi le monde, que j'admire pour leur sagesse politique et qui viennent de tous les continents et représentent toutes les confessions se soient réunis pour cette conférence vraiment spéciale sur la culture de la paix et le pouvoir du dialogue. Et je suis heureux que cette conférence ait lieu sous les auspices de l'ONU et dans cette salle prestigieuse où tant de déclarations et de décisions qui ont changé le cours de l'histoire ont été prononcées.

Permettez-moi de rendre hommage en particulier au Roi Abdullah d'Arabie saoudite, homme d'une grande foi dont l'initiative a inspiré ce dialogue. C'est en reconnaissant son travail et celui du Secrétaire général, que je félicite également, que le Président Bush, le Roi de Jordanie, l'Émir du Koweït, les

Présidents Peres, Zardari, Karzai et Halonen, le Premier Ministre Erdoğan et de très nombreux autres orateurs ont pris la parole devant ce forum hier et aujourd'hui.

Jamais un tel dialogue mondial n'a été aussi vital. Jamais l'élan donné par les dirigeants du monde pour que ce dialogue soit une réussite n'a été aussi fort et aussi inspiré. Et jamais les possibilités qui peuvent en découler et influencer sur les conflits, les divisions, la mésestente et la pauvreté n'ont été aussi profondes et aussi nécessaires. Car, si nous croyons que notre paix et notre sécurité à venir résident dans notre union plutôt que dans notre séparation, dans la compréhension et non dans l'isolement, dans les différences que nous reconnaissons et qui nous enrichissent et non dans les différences qui nous divisent, alors nous devons faire appel aux valeurs et aux croyances des peuples.

Plus de deux tiers de nos concitoyens sont les disciples des grandes religions, donc nous ne pouvons douter de la puissance de la foi pour façonner le monde. Et bien qu'il n'appartienne pas aux politiques de réunir les religions – cela ne peut être fait en fin de compte que par les chefs des communautés religieuses – nous ne pouvons sans cela diriger convenablement nos nations.

L'histoire nous montre que les plus grands mouvements sociaux ont été construits sur les bases éthiques les plus fortes. Il y a 200 ans, n'était-ce pas des hommes et des femmes de foi et de conviction religieuse qui ont mené à bien la campagne pour l'abolition de la traite des esclaves? Ils disaient que notre monde ne pourra être un tant que l'esclavage existerait. Il y a 50 ans, n'était-ce pas des hommes et des femmes de conscience et de foi qui étaient la source d'inspiration du mouvement pour les droits civils ici dans ce pays en disant que notre monde ne pourrait être un tant que chaque citoyen, quelles que soient sa couleur, sa race ou ses origines, ne connaîtrait pas l'égalité des droits?

Et n'est-ce pas des hommes et des femmes de conscience et de foi qui disent aujourd'hui, comme nous l'avons dit ici à l'Assemblée générale il y a quelques semaines, que notre monde ne pourra être un alors que 30 000 enfants meurent sans raison chaque jour de maladies que nous savons guérir, et que nous devons répondre ensemble à la situation d'urgence que constitue la pauvreté en redoublant nos efforts pour

réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement?

Tel est le pouvoir de la foi : créer la plus grande coalition possible pour le bien commun, non pas une coalition qui cherche à imposer une doctrine ou une culture uniforme mais une coalition enrichie par la diversité, unie par des valeurs partagées et rendue forte par un engagement commun pour faire de notre monde un monde meilleur.

Trop souvent au cours de l'histoire, les gens ont considéré l'étranger dans le meilleur des cas comme un inconnu et dans le pire des cas comme un ennemi, et trop souvent les cultures et les religions semblent changer en passant les frontières nationales d'une manière aussi brutale que la mode et la langue. Mais aujourd'hui, nous savons que nous ne sommes pas et nous ne pourrions jamais être des inconnus sur le plan de la morale car nous découvrons que chaque héritage, chaque tradition et chaque religion sont reliés par un sens puissant de la morale, qui montre que nous partageons la douleur des autres et que nous croyons en quelque chose qui est plus grand que nous-mêmes. Les chrétiens disent : « Ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux pareillement. » Le judaïsme dit : « Aime ton prochain comme toi-même. » Les musulmans disent : « N'est croyant que celui qui désire pour son frère ce qu'il désire pour lui-même. » Les bouddhistes disent : « Ne fais pas aux autres ce que tu pourrais trouver toi-même blessant. » Les sikhs disent : « Traite autrui comme tu souhaiterais être traité. » Les hindous disent : « Tout le devoir est de ne pas faire aux autres ce qui te donnerait de la douleur si cela t'était fait à toi. »

Appelez cela l'aspect le plus angélique de notre nature, appelez cela la lumière qui guide l'homme, appelez cela le sens moral, appelez cela, comme le philosophe Adam Smith l'a dit, le sentiment moral. Appelez cela la conscience nourrie de compassion. Appelez cela l'éthique mondiale, la norme inconditionnelle et irrévocable pour tous les domaines de la vie, pour les familles, les communautés, pour les races, les nations et les religions : la plupart d'entre nous acceptons qu'il ne faut pas faire aux autres ce que nous ne souhaitons pas que l'on nous fasse. C'est le même idéal sacré que l'on trouve au cœur éthique de toutes les vraies religions, notre devoir envers autrui, notre intérêt pour l'étranger, le sentiment que chacun d'entre nous est le gardien de son frère et de sa sœur.

Donc à ceux qui disent que la religion, et en particulier la méfiance et l'intolérance qui ont souvent existé entre les religions, sont responsables de nombre des problèmes que nous connaissons aujourd'hui, je dis que nous viendrons à bout de ces problèmes si nous suivons le sens moral qui se trouve au cœur de toutes les grandes religions du monde et qu'elles partagent.

Nous avons une occasion unique dans cette nouvelle ère de mondialisation, dans ce monde interdépendant, d'utiliser cette interdépendance et de mettre en place un partenariat en œuvrant ensemble pour le bien commun. Et ce qui est nouveau en cette ère mondialisée est notre capacité accrue de communiquer les uns avec les autres, de se parler d'un continent à l'autre. Il n'y a pas si longtemps, on aurait dit : « Si seulement les peuples pouvaient communiquer au-delà des frontières. Si seulement les peuples pouvaient entendre ce que leurs adversaires ont à dire. Si seulement ils pouvaient se parler et découvrir tout ce qu'ils ont en commun, alors le monde serait différent. »

Or, aujourd'hui, la plupart de ces obstacles, ces obstacles à la communication d'antan, sont en train d'être levés. Nous pouvons désormais communiquer les uns avec les autres au-delà des frontières, de façon presque instantanée, grâce à Internet, à l'envoi de SMS, au courriel; il y a des centaines de milliers de réseaux sociaux de par le monde; il a des millions de gens qui n'habitent peut-être pas dans la même rue mais qui fréquentent désormais le même site Internet. C'est dans la rencontre, en écoutant et en étant écouté, que nous découvrons que les convictions que nous avons en commun sont beaucoup plus grandes que ce qui nous a séparé par le passé.

Nous découvrons ce que le grand rabbin de Grande-Bretagne, Jonathan Sacks, appelle la dignité de la différence – des personnes, a-t-il dit, toutes faites à l'image de Dieu, qui découvrent qu'elles possèdent une dignité et une sainteté qui transcendent nos différences. Et nous devons agir sur la base de notre interdépendance.

Récemment, à Abuja, j'ai visité une école vétuste et délabrée où les enfants étaient soit assis par terre, sans pupitre, soit à trois sur un pupitre une place. Leurs parents m'ont dit qu'à quelques kilomètres de là, il y avait une bien meilleure école, beaucoup mieux équipée, qui offrait un enseignement gratuit. Mais le coût à payer pour ces magnifiques installations et ces

enseignants était élevé, car cet établissement était financé par un groupe extrémiste qui empoisonnait l'esprit des enfants et les poussait vers le terrorisme.

Je crois qu'il nous incombe de garantir le droit à une éducation correcte, sans extrémisme, à tous les enfants du monde. Imaginez seulement, si la réalisation de cette génération pouvait être de faire en sorte que chaque enfant ait la possibilité d'aller à l'école et d'acquérir une instruction qui lui permette de prendre conscience de ce qu'il a en commun avec les autres enfants; je crois que nous pourrions le faire en conjuguant nos efforts et en dépensant 10 milliards de dollars par an – 100 dollars par enfant.

Mais convenons que nous devons d'abord tout mettre en œuvre pour combattre le terrorisme partout où il existe, afin que les fidèles comprennent les dogmes essentiels de leur religion et la riche association existant entre les différentes croyances. En Grande-Bretagne, nous continuerons à intensifier notre campagne, en travaillant avec d'autres pays, afin que les jeunes ne subissent pas les pressions de groupes extrémistes qui sèment la discorde et prônent le terrorisme.

Deuxièmement, les valeurs des différentes croyances sont déjà exprimées dans des projets conjoints et des services communs. En Grande-Bretagne, Muslim Aid collabore avec le United Methodist Committee des États-Unis pour répondre aux besoins des victimes de catastrophes en Asie. Des musulmans britanniques travaillant avec des chrétiens américains pour venir en aide à des Asiatiques de différentes croyances et traditions : voilà qui nous donne une idée du potentiel de la foi à travers le monde.

Alors que nous célébrons le sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous devrions aussi constater un partage des valeurs dans notre attachement commun aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. J'ai une autre proposition sur la manière dont des valeurs partagées peuvent nous rapprocher : il y a 40 ans, les États-Unis ont créé le Peace Corps afin que des jeunes d'Amérique puissent aider le monde et, aux quatre coins du globe, de nombreux pays, dont la Grande-Bretagne, ont leurs propres organismes bénévoles de développement international.

Mais dans cette nouvelle ère de la globalisation, ne devrions-nous pas célébrer ce sens moral commun à toutes les cultures, toutes les religions et toutes les

croyances en regroupant les jeunes au sein d'un corps mondial, par exemple un corps mondial pour l'environnement, un corps mondial de services à la collectivité, un corps mondial pour la paix et un corps mondial d'aide médicale, afin de rassembler des jeunes de toutes les nationalités et croyances dans un effort mondial qui montrera la force de la jeunesse du monde entier unie dans l'action?

Troisièmement, nous devrions réitérer l'importance que tous ceux qui sont intervenus ici attachent à la paix au Moyen-Orient et à la création d'un État palestinien vivant côte à côte avec un État israélien dont la sécurité est garantie. En Grande-Bretagne, nous continuerons à travailler avec d'autres pays pour réaliser cet objectif qui, je crois, peut être atteint au Moyen-Orient si l'on y met de la bonne volonté.

À ce tournant unique de notre histoire, alors que le monde affronte la première crise financière et la première crise de ressources de la nouvelle ère de la mondialisation, la capacité de se rassembler et de trouver des solutions communes n'a jamais été aussi importante.

Je tiens à affirmer, de manière catégorique, que, par le passé, suivre la voie du protectionnisme a mené à l'effondrement économique. Pour progresser, les pays ne doivent pas travailler isolément ou les uns contre les autres, mais coopérer. À l'occasion de la réunion des dirigeants mondiaux à Washington ce week-end, nous devons voir et nous verrons certainement une coopération renforcée des gouvernements pour faire face aux problèmes économiques qui frappent aujourd'hui tous les continents du monde. Mais l'important, à mon sens, est que la déclaration issue de cette conférence de New York affirme clairement que, beaucoup plus que la coopération des gouvernements, c'est la coopération des peuples, indépendamment de leurs croyances, sur tous les continents du monde qui contribuera de façon décisive à la construction d'une société véritablement globale.

Je crois que si, grâce à notre dialogue continu, nous parvenons à prendre conscience de nos points communs et à trouver un terrain d'entente, quelles que soient nos traditions religieuses, en soulignant notre attachement commun à la paix, à la liberté, à la prospérité, à la tolérance et au respect – si nous arrivons à mobiliser un mouvement mondial autour de ces buts communs, les réalisations pourront être de grande envergure. Ensemble, nous pouvons devenir la

première génération à abolir l'analphabétisme et à donner à chaque enfant la chance de recevoir une éducation. Nous pouvons devenir la première génération à éradiquer la tuberculose, la poliomyélite, la diphtérie, le paludisme et le VIH/sida de la face de la Terre.

Nous pouvons devenir la première génération à reléguer l'extrême pauvreté dans les livres d'histoire. Nous pouvons devenir la première génération à le faire en démontrant, par nos actions, le thème central de la conférence d'aujourd'hui, à savoir que les changements sociaux les plus importants sont opérés à partir des fondements éthiques les plus solides.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté hors de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne à présent la parole au Président de la délégation d'El Salvador.

M. García González (El Salvador) (*parle en espagnol*) : Je voudrais exprimer la satisfaction de ma délégation pour cette importante initiative de convoquer une séance plénière de haut niveau afin d'examiner le thème de la culture de paix et du dialogue entre les cultures, les civilisations et les religions.

Nous remercions S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud d'Arabie saoudite, Gardien des deux saintes mosquées, pour son courageux rôle de chef de file en la matière, particulièrement opportun dans ce contexte de crise multidimensionnelle sans précédent auquel est confrontée la communauté internationale, et qui nous oblige à une réflexion approfondie sur les conséquences et les solutions collectives possibles à adopter, dans le cadre d'un multilatéralisme rénové et de la configuration d'un nouveau monde multipolaire.

El Salvador réaffirme son engagement de poursuivre la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action en faveur d'une culture de paix, qui constituent la base programmatique et stratégique de la Décennie internationale de la promotion d'une

culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde pour la période 2001-2010.

À l'instar des autres délégations, nous reconnaissons une question fondamentale et inéluctable, à savoir qu'à la base, la racine de toutes les crises se trouve dans la négation par les humains du principe universel de justice.

Le monde dans lequel nous vivons est unique et, par conséquent, ou bien nous vivons et prospérons à l'unisson, en harmonie et dans un dialogue fraternel entre cultures, civilisations et religions, ou bien nous nous retrouvons face à l'anéantissement collectif. Seule une reconstruction complète et ordonnée de l'actuel système économique et politique mondial amènera justice et paix.

Nous devons être conscients de ce que sans justice et paix, l'avenir sera vraiment désolant. Nous devons donc nous préparer à partager et à réaliser ensemble les objectifs de développement convenus au plan international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement.

Dans sa déclaration liminaire à l'occasion de l'ouverture de cette séance plénière de haut niveau, le Président de l'Assemblée générale a indiqué à juste titre que cette crise multidimensionnelle pouvait et devait être l'occasion d'adopter les décisions courageuses nécessaires pour assurer de nouveaux niveaux de coexistence entre les personnes, et entre nous et la nature, afin de garantir un monde meilleur aux générations présentes et à venir. Il a également indiqué que nous manquons à l'évidence de la volonté politique nécessaire pour passer de la reconnaissance rhétorique à l'adoption de mesures concrètes, durables et coordonnées sur les plans local et mondial, mais que l'ONU a néanmoins, de façon très appropriée, défini un programme complexe en vue d'édifier un monde meilleur.

Nous sommes convaincus de la justesse des observations du Président et, en particulier, de sa vision selon laquelle nous sommes réunis ici aujourd'hui afin de nous engager à unir nos forces morales afin de mettre au service des objectifs de l'Organisation des Nations Unies, qui, en fin de compte, sont destinés à profiter à nos propres peuples. Comme l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture nous le rappelle,

« les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Nous devons convenir que la paix n'est pas simplement l'absence de conflits, mais qu'elle suppose également un effort conscient de création et d'émancipation dans l'esprit des hommes. C'est pourquoi, selon nous, la notion de culture de paix est étroitement liée à la promotion active du dialogue et à l'alliance des cultures, des civilisations et des religions. Toutes les cultures, les civilisations et les religions sont sur un pied d'égalité et elles ont donc pour devoir de promouvoir le dialogue pour appuyer les valeurs et les principes encourageant la culture de la paix, notamment la tolérance, le respect des autres, la compréhension mutuelle, le respect de la diversité culturelle et le respect de la non-violence et des principes qui sous-tendent la coexistence pacifique entre tous.

El Salvador demeure attaché à la mise en œuvre de la résolution 62/90 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 2007, relative à la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, et il se félicite tout particulièrement que l'année 2010 ait été proclamée Année internationale du rapprochement des cultures. Nous sommes persuadés que le respect de nos obligations à l'égard de la promotion et du respect universels de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales constitue la base essentielle pour continuer à faire progresser notre engagement collectif en faveur de la paix.

Nous réaffirmons que le droit à la paix est l'un des piliers fondamentaux de tous les droits de l'homme universels. Nous reconnaissons que le principal défi du XXI^e siècle est d'étendre et de mettre en contexte la signification de la notion de sécurité collective, et c'est pourquoi une réforme profonde, consensuelle, démocratique et efficace est nécessaire pour susciter la confiance mutuelle qui permettra d'édifier la paix sur des fondements solides et durables.

À cet égard, nous encourageons le Conseil de sécurité et la Commission de consolidation de la paix à s'unir aux efforts que déploie l'Assemblée générale pour promouvoir une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde. Nous reconnaissons et saluons également la participation active de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé, pour

encourager des activités en faveur de la culture de la paix et de la non-violence, en particulier les campagnes de sensibilisation à la culture de la paix menées de par le monde.

Enfin, je réaffirme la volonté politique du Gouvernement salvadorien de continuer à promouvoir activement les valeurs et les principes qui guident l'édification véritable d'une culture de la paix au bénéfice de tous nos peuples.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de la République islamique d'Iran.

M. Khazae (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer ma reconnaissance pour l'organisation et la convocation de cette importante réunion. Je voudrais commencer ma déclaration en récitant quelques versets du saint Coran qui se rapportent particulièrement au sujet qui occupe nos débats d'aujourd'hui. Premièrement, selon les enseignements du Coran, toutes les nations qui vivent sur Terre ont la même origine et, en cas de désaccord ou de différend, elles devraient s'en remettre aux règles divines. Comme il est dit dans le Coran,

(*l'orateur poursuit en arabe*)

« Les gens formaient une seule communauté. Puis Dieu suscita des prophètes comme annonciateurs et avertisseurs; et Il fit descendre avec eux le Livre, avec vérité, pour qu'il fût juge, parmi les gens, de ce en quoi ils divergent. » (*Le saint Coran, sourate II, 213*)

(*l'orateur reprend en anglais*)

Deuxièmement, il n'y a pas de différence ni de discorde entre les messagers de Dieu qui ont tous diffusé le même message auprès des êtres humains. Comme il est dit dans le Coran,

(*l'orateur poursuit en arabe*)

« Tout comme les croyants : tous ont cru en Dieu et en Ses anges et en Ses Livres, et en Ses messagers. » (*Le saint Coran, sourate II, 285*)

(*l'orateur reprend en anglais*)

Troisièmement, tous les messagers de Dieu sont porteurs de la vérité de Dieu, le Tout-Puissant, et guident les êtres vers Dieu. Comme le Coran le dit,

(*l'orateur poursuit en arabe*)

« Il a peu à peu fait descendre sur toi le Livre, avec vérité, en tant que confirmateur de ce qui était avant lui. Et il a fait descendre en bloc la Thora et l'Évangile. » (*Le saint Coran, sourate III, 3*)

(*l'orateur reprend en anglais*)

Fort des enseignements de l'islam et de la richesse de notre culture, le peuple iranien, nation profondément ancrée dans l'histoire de l'humanité et qui forme l'un des piliers de la civilisation, a toujours respecté les autres religions, nations et cultures. Bien que près de 95 % de la population iranienne soit musulmane, la Constitution de la République islamique d'Iran confère aux minorités religieuses présentes dans mon pays des droits égaux, voire, dans certains cas, une position privilégiée, ainsi que le droit de pratiquer librement leur religion.

À l'heure actuelle, les minorités religieuses iraniennes disposent d'un droit égal de représentation au sein de notre Parlement, même si elles ne rassemblent qu'un petit nombre de fidèles. Cet engagement concret du Gouvernement et du peuple iraniens à l'égard des enseignements de l'islam et des dispositions de la Constitution a permis de parvenir à une coexistence constructive des musulmans, des juifs, des chrétiens et des zoroastriens. Il en résulte que toutes les minorités religieuses en Iran sont considérées comme faisant partie intégrante de la nation iranienne et jouent un rôle constructif dans la société, ayant l'entière liberté de pratiquer leur religion dans plus de 500 lieux de cultes, dont des églises, des synagogues et des temples.

S'inspirant des nobles principes islamiques du respect de la diversité humaine, de la reconnaissance des différentes sources de savoir, de la promotion du dialogue et de la compréhension mutuelle, du véritable respect mutuel dans les échanges humains et de la promotion d'un discours civilisé et courtois basé sur la raison et la logique, la République islamique d'Iran a fortement contribué à la promotion du dialogue au niveau international.

Mon pays est connu pour ses initiatives largement soutenues en faveur du dialogue entre les civilisations, les religions et les cultures, et de la solidarité pour la paix, proposée l'année dernière par le Président de la République islamique d'Iran. En outre, en tant que pays influent dans la région et dans le monde islamique en général, représentant l'école de pensée chiite, nous figurons parmi les pionniers du dialogue interne et

interconfessionnel et avons à ce jour pris part à de nombreuses manifestations de ce type. Nous considérons ce dialogue comme une chance et la démarche la mieux adaptée pour mieux formuler les différentes idées, visions et aspirations de la société et pour la société et tirer parti au mieux de la sagesse collective de l'humanité afin d'éviter les conflits et la violence.

Nous pensons que pour offrir à nos sociétés de meilleures perspectives, plus humaines et plus sûres, nous devons œuvrer de concert afin d'accroître la compréhension et le respect entre les croyants des religions. Dans le cadre de nos efforts collectifs, nous ne pouvons pas perdre de vue les principes consacrés dans nos religions, à savoir la tolérance, le respect et la compassion à l'égard des fidèles d'autres religions. Comme d'autres religions, l'islam exhorte à la tolérance et au respect mutuels entre les divers groupes et nations afin de préserver la cohésion et la solidarité qui règnent dans la société humaine. Cet appel a pour but d'accroître la dignité humaine, fortement ancrée dans l'islam et d'autres religions ainsi que dans de nombreuses cultures et civilisations.

Étant donné que nous sommes tous dans le même bateau, il importe de créer les conditions permettant à chaque passager de contribuer à renforcer la coopération afin de cultiver la paix et l'harmonie entre les différentes religions, cultures et civilisations. Le dialogue entre les croyants portera les fruits de la paix et de l'amitié, s'il respecte les principes d'égalité et de dignité de toutes les parties et s'il se fait dans la bonne foi. En d'autres termes, toutes les initiatives visant à renforcer la coopération devraient nous encourager à œuvrer pour promouvoir l'essence de toutes les religions – la dignité humaine et l'intégrité.

Nous estimons que ce noble objectif peut servir de phare dans la situation critique où se trouve actuellement notre monde. Dans un monde qui se caractérise par l'interdépendance, la coopération n'est pas une option, c'est une nécessité si nous voulons relever les défis mondiaux; éviter l'hégémonie, la domination, l'agression et les conflits âpres; garantir les intérêts communs de toutes les nations, une coexistence pacifique, une paix internationale durable, la sécurité, la stabilité et l'harmonie.

Pour veiller à ce que la coopération se poursuive de manière satisfaisante, il est urgent de tirer profit des possibilités offertes sur le terrain. Nous devons donc attacher une grande importance au dialogue, solution

essentielle, efficace et rentable pour combler les fossés résultant de malentendus et d'interprétations erronées et promouvoir la confiance et le respect mutuels.

Toutes les religions exhortent à la paix, au bien-être et au salut de tous les peuples sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion et d'affiliation politique ou autre. Il y a toutefois dans l'histoire de l'humanité des exemples d'abus ou de détournement des valeurs religieuses qui ont eu, dans certains cas, des conséquences nocives durables sur les peuples et les pays qui en ont fait l'objet. Certains pays et régions sont de nos jours victimes d'une propagande injuste, inique et partielle qui continue de déformer les faits et réalités dans ces pays.

Nous constatons avec préoccupation que l'islam et les musulmans font fréquemment l'objet d'accusations injustes, notamment de violations de droits de l'homme et de terrorisme. De même, les stéréotypes négatifs systématiques sur l'islam et les autres religions et les insultes à l'encontre de personnalités religieuses respectées et chéries par les fidèles de ces religions causent de grandes préoccupations à la communauté internationale, surtout dans les pays musulmans. Nous regrettons que ces mesures aient été prises sous le faux prétexte de la guerre contre la terreur ou de l'exercice du droit à la liberté d'expression.

Dans ce contexte, je voudrais insister sur le fait que nous devons tous nous montrer à la hauteur des responsabilités qui nous incombent et sont associées aux droits dont nous jouissons, notamment le droit à la liberté d'expression. Conformément aux efforts que nous déployons pour promouvoir un dialogue interne et interconfessionnel, nous devrions éviter toute tentative d'insulter les différences religieuses, culturelles et raciales. Il ne fait aucun doute que ces abus sèment les graines de la discorde, de l'animosité et de l'affrontement entre nos nations. Il est évident qu'avoir recours à ces tactiques et manœuvres dans le dialogue interconfessionnel que nous entretenons actuellement nous diviserait et nous empêcherait d'atteindre les objectifs recherchés.

Il est regrettable que le représentant d'un régime dont la courte histoire est jalonnée par des crimes d'agression, d'occupation, d'assassinat, de terrorisme d'État et de torture à l'encontre du peuple palestinien du fait d'une interprétation erronée d'une religion se soit efforcé d'exploiter cette séance à des fins politiques étroites. De toute évidence, la participation

de ce régime à cette séance nous empêche non seulement de tirer parti de notre objectif commun, mais en outre, comme on l'a vu hier dans cette salle, lui donne la possibilité de faire dérailler le processus actuel et de détourner notre attention de notre mandat.

Pour terminer, ma délégation caresse l'espoir que grâce à la promotion du dialogue interconfessionnel et au respect des valeurs culturelles et des particularités des civilisations, qui permettent de célébrer les religions et les réalisations de nos civilisations en tant que legs commun de l'humanité, la communauté internationale sera à même de créer les conditions nécessaires au progrès et au bien-être de l'humanité et de construire un nouvel ordre mondial équitable fondé sur l'inclusion, la participation, la compréhension mutuelle et la tolérance entre les peuples et les nations.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au Chef de la délégation de la République de Corée.

M. Park In-kook (République de Corée) (*parle en anglais*) : Nous vivons dans un monde de plus en plus compliqué où la mondialisation et les identités collectives sont intimement liées à la culture, aux traditions et aux religions. Au fil du temps, ces éléments se rapprochent les uns des autres de manières positives et négatives.

À l'ère de l'Internet, des déplacements mondiaux et des transmissions par satellite instantanées, les gens se trouvent de plus en plus souvent dans un environnement qui ne leur est pas familier et sont de plus en plus fréquemment en contact avec des idées nouvelles. Parfois, ces différences prennent la forme de couleurs de peau, de cultures, de traditions et de religions insolites, ce qui peut être source d'anxiété face à l'inconnu. Il est paradoxal que l'ère de la mondialisation, qui est censée améliorer la compréhension et l'acceptation mutuelles, donne lieu à une montée de l'intolérance et de la discrimination.

L'histoire de l'humanité n'est pas définie par une suite de guerres et de conflits. Au centre de l'histoire humaine, il y a la culture de paix et de coexistence entre les membres de la société, de même qu'entre les civilisations, les cultures et les religions. Nous devons donc rejeter toutes prédispositions marquées à aller vers des affrontements et des luttes interminables et inévitablement, vers un choc des civilisations. Nous devrions au contraire continuer à réaffirmer et à développer la culture de paix, la tolérance et

l'acceptation dans l'ensemble de la société, ce qui a été le moteur de l'histoire et de la prospérité humaines.

La République de Corée a appuyé sans réserve les efforts internationaux visant à faire avancer la culture de paix entre les nations et les divers acteurs. Ces efforts consistent, entre autres choses, à combler les fossés grandissants qui séparent les sociétés, à réaffirmer un paradigme de respect mutuel entre des peuples aux traditions culturelles et religieuses différentes et à aider à mobiliser des actions concertées dans ce sens. À cet égard, nous avons beaucoup apprécié le rôle de chef de file assumé par le Secrétaire général Ban Ki-moon pour guider les États Membres en parrainant et en appuyant avec énergie des initiatives importantes, dont l'Alliance des civilisations et le dialogue interreligieux. En sa qualité de membre du Groupe des Amis de l'Alliance des civilisations, la République de Corée approuve ses approches novatrices et axées sur les résultats, assorties de programmes de fond.

La religion est un aspect de plus en plus important dans nombre de sociétés et représente une grande source de valeurs pour les personnes. En soi, la religion devrait être une source de paix, mais son exploitation ou la mauvaise utilisation qu'en font des idéologues ont créé la perception erronée que la religion elle-même est à l'origine de conflits interculturels. En fait, aucune religion ne promeut la violence, mais elles promeuvent toutes la compassion, le respect de la dignité de la vie et la paix de l'humanité.

L'Asie connaît une longue tradition d'harmonie, d'inclusion et de coexistence pacifique. De même, la coexistence pacifique, les échanges commerciaux bénéfiques et l'apprentissage réciproque ont caractérisé les liens qui existaient entre le christianisme, l'islam et le judaïsme, ce que nombre de dirigeants de la communauté internationale ont souligné lors des séances que nous avons tenues hier et aujourd'hui. Il faut rétablir cette tradition de coexistence pacifique afin de rendre le monde plus sûr. À cet égard, nous appuyons la Déclaration de Madrid issue de la Conférence mondiale sur le dialogue, et nous attendons avec intérêt que les recommandations de la Déclaration soient mises en œuvre, et que les personnalités religieuses assument un rôle prépondérant dans ce domaine.

La République de Corée souhaiterait faire part de certaines de ses vues tirées de sa propre expérience.

Premièrement, mon pays a dépassé le stade de la colonisation, de la guerre civile et de l'autoritarisme pour devenir une démocratie à part entière. Cette expérience nous a appris que la gouvernance démocratique – qui comprend les éléments essentiels de la promotion des droits de l'homme et de l'état de droit et un attachement au pluralisme – entraîne un degré accru de tolérance et de respect pour les autres peuples et civilisations.

Deuxièmement, l'adaptation à l'environnement en mutation et l'examen des conflits existants et potentiels sont essentiels à l'édification d'une société harmonieuse. Au cours de ce processus, nous avons appris diverses leçons difficiles qui ont prouvé que le concept fondamental d'une société harmonieuse est la diversité. Nous ne devrions pas résister à la diversité ou en avoir peur. La diversité n'est pas une source de tension, mais une source de dynamisme et de créativité. En encourageant la diversité, en acceptant les différences et en favorisant l'interaction, la société enrichit sa culture, et devient plus souple et plus ouverte au changement.

La société coréenne est également en train de se transformer rapidement en une société multiculturelle. Dans le cadre de nos efforts pour intégrer pleinement les immigrants, favoriser une culture d'acceptation et promouvoir la diversité, nous avons mis en place diverses initiatives, dont des festivals multiculturels, la distribution d'un guide culturel pour les travailleurs migrants et la création d'un centre multiculturel d'aide familiale.

Troisièmement, il faut remplacer la notion de tolérance par la notion d'inclusion. La tolérance implique que ceux qui doivent être tolérés font encore partie de la minorité ou sont encore considérés comme des étrangers. Il faut au contraire que les personnes venant d'autres horizons religieux ou culturels soient acceptées comme des membres à part entière de n'importe quelle société. Le christianisme, qui a été introduit il y a quelques générations seulement dans mon pays, en est devenu aujourd'hui l'une des principales religions. Il s'est désormais profondément enraciné dans les valeurs et la vie ordinaire de nos citoyens.

Un phénomène plus récent est le nombre croissant d'adeptes de l'islam. Une Société arabo-coréenne a été créée et de nouvelles mosquées sont en cours de construction. La culture islamique contribue à la diversité et à l'harmonie de notre société. Quelles

que soient la foi ou la culture d'une personne, nous constatons qu'une harmonie et une paix durables peuvent se mettre en place lorsque les personnes sont intégrées dans la société.

Je voudrais enfin évoquer la dimension mondiale et régionale du dialogue interculturel et interreligieux. Pour traiter de certaines questions pressantes, telles que les relations entre les sociétés musulmanes et occidentales, il pourrait être utile d'adopter une approche axée sur la région méditerranéenne. Il faudrait également élargir ce type d'approches axées sur des régions en tenant compte des dimensions régionales des différentes régions, telles que l'Asie du Sud, l'Asie de l'Est et l'Amérique latine. Ce dialogue et cette coopération axés sur les régions devraient s'inscrire dans un plan mondial général.

Nous espérons que l'ampleur des efforts que nous déployons pour consolider une culture de paix englobera toutes les cultures et toutes les religions, propageant ainsi les valeurs de la coexistence et de la prospérité mutuelle dans une grande partie de l'humanité. À terme, ces efforts devraient effectivement être déployés à l'échelle de la planète; et il faudrait mener partout dans le monde des efforts visant à encourager le dialogue et l'interaction entre les cultures et les religions.

Enfin, nous ne devons jamais perdre de vue que l'histoire de l'humanité est fondée sur la coexistence pacifique et la prospérité mutuelle. La République de Corée continuera de se consacrer à la réalisation de cet objectif.

M^{me} Jahan (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je tiens d'abord à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cette réunion de haut niveau sur la culture de paix. Je voudrais également exprimer tous mes remerciements au Serviteur des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, pour le rôle déterminant qu'il a joué dans la tenue de cette manifestation et l'initiative personnelle qui l'a motivée.

Nous assistons aujourd'hui partout dans le monde au développement d'une incompréhension croissante entre les confessions, les religions et les cultures, ce qui non seulement menace la tolérance interreligieuse et le respect mutuel, mais nuit également à la perspective même d'une coexistence pacifique. C'est pourquoi la présente séance constitue une excellente occasion – qui arrive à point nommé – d'échanger nos idées et de consolider encore le résultat de la

Conférence mondiale de Madrid sur le dialogue. Nous avons la certitude que cette initiative s'inscrit dans le prolongement des objectifs et des activités de l'ONU dans les domaines connexes.

Nous vivons des temps difficiles. La prolifération de l'extrémisme et du racisme a revêtu une dimension inquiétante. La défiance et les préjugés vis-à-vis de « l'autre » continuent de persister. De nouvelles manifestations d'intolérance vis-à-vis de groupes vulnérables, de minorités ethniques et religieuses, d'immigrés, de réfugiés et de travailleurs migrants sont en hausse. Une tendance inquiétante qui tourne en dérision les croyances et les symboles religieux et qui utilise à mauvais escient la religion par le biais d'actes terroristes, de violence et de coercition s'observe de par le monde. La diffamation des religions, les stéréotypes religieux, et l'incitation à la haine religieuse perturbent l'harmonie sociale et entraînent des violations des droits de l'homme.

Le défi qui se pose à nous aujourd'hui est celui de transformer la richesse et la diversité des civilisations, des cultures, des religions, des traditions et des coutumes en une force unificatrice plutôt qu'une cause de division. Nous devons tirer les enseignements des revers des dialogues interreligieux et interculturels passés, qui étaient axés sur les différences entre les croyances, les religions et les cultures. Ils avaient à tort essayé de les fusionner, atteignant ainsi des valeurs profondément ancrées et provoquant des conflits.

Nous pensons que toutes les croyances et toutes les religions portent le même message de paix, de justice et de solidarité humaine. Notre démarche devrait être d'œuvrer sur la base de dénominateurs communs qui nous unissent et de partir de cette prémisses que nous avons des valeurs communes. Les disciples de différentes fois, religions et croyances devront s'asseoir ensemble dans un esprit de camaraderie car c'est durant de telles rencontres en toute franchise que les différences superficielles et symboliques se dissipent. Nous pensons que le dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions offre les meilleures chances de promouvoir une compréhension mutuelle et la création d'un ordre mondial pacifique.

Nous devons encourager les contacts de personne à personne pour lever les obstacles, combler les lacunes et surmonter les différences. Dans ce contexte, ma délégation s'associe à la Déclaration de Madrid de la Conférence mondiale sur le dialogue. La

Déclaration, à notre avis, donne un nouvel élan à la campagne mondiale pour un dialogue interculturel et interreligieux. Nous apprécions hautement et reconnaissons la contribution faite par la Conférence mondiale sur le dialogue à la série d'initiatives de la communauté internationale qui cherchent à enseigner, par le dialogue, une culture de paix, de tolérance, d'entente et de respect des droits de l'homme parmi différentes fois, cultures et civilisations.

Nous appuyons donc fortement et encourageons la Ligue islamique mondiale dans son entreprise visant à atteindre ces objectifs nobles et urgents. En fait, le Bangladesh se félicite de toutes les initiatives internationales et régionales qui ont pour but de promouvoir l'harmonie entre les cultures et entre les religions, initiatives qui se renforcent l'une l'autre. Compte tenu du grand nombre de ces initiatives, nous voudrions que l'ONU adopte une approche globale pour les restructurer afin qu'elles puissent se renforcer l'une l'autre et trouver l'objectif qui les unit.

La culture de paix est un ensemble de valeurs, d'attitudes, de comportements et de modes de vie qui rejette la violence et prévient les conflits grâce au dialogue entre individus, groupes et nations. Nous pensons qu'un ordre mondial fondé sur une culture de paix est propice à la réalisation de nos objectifs de développement, dont les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous accordons une grande valeur aux principes de tolérance, de respect de la diversité, de démocratie et de compréhension. Ces idéaux ont été entérinés par les États Membres dans la Déclaration et le Programme d'action en faveur d'une culture de paix de 1999. Le Bangladesh a eu l'honneur de diriger ce processus.

Alors que nous abordons la huitième année de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, le moment est peut-être venu de réfléchir, de trouver de nouvelles idées et de faire un bilan pour savoir où nous en sommes dans nos engagements. Nous devons définir des objectifs pour évaluer les progrès faits pour édifier des sociétés pacifiques et nous devons tout faire pour parvenir à cette fin.

Nous remercions tous les acteurs qui contribuent à la promotion d'une culture de paix. Nous apprécions également au plus haut point les travaux en cours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans les domaines pertinents et les travaux d'autres organisations, aussi

bien dans le système des Nations Unies qu'en dehors. Nous sommes particulièrement reconnaissants aux organisations non gouvernementales et à la société civile. Pour atteindre ce but, les universitaires et les médias ont aussi un rôle important à jouer. Nous devons également faire participer les jeunes à ce processus.

Le Bangladesh a un bilan fort honorable dans le domaine de la liberté religieuse, de l'harmonie et de la tolérance. Notre engagement et notre contribution au maintien de la paix par les Nations Unies sont toujours aussi soutenus. En tant que membre de la Commission de consolidation de la paix, nous avons des responsabilités dans le domaine de la consolidation de la paix dans les régions du monde déchirées par les conflits et nous y participons activement. Nous pensons qu'une culture de paix est l'élément clef qui permettra d'instaurer une paix durable dans les sociétés sortant d'un conflit.

Je tiens à saisir cette occasion pour présenter, au nom d'un grand nombre de délégations, un projet de résolution sur la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, 2001-2010, qui figure dans le document A/63/L.23. Jusqu'à présent, plus de 114 États membres se sont joints à nous pour parrainer ce projet de résolution. Nous espérons de tout cœur que, comme dans le passé, le projet de résolution recueillera de nouveau le consensus des Membres de l'ONU. Cette année, le projet de résolution comporte deux nouveaux éléments.

Le langage est l'un des instruments les plus puissants pour préserver et développer le patrimoine humain et l'identité humaine. Nous pensons que promouvoir les langues maternelles non seulement encourage la diversité linguistique et l'éducation multilingue, mais permet aussi de renforcer la prise de conscience des traditions culturelles et linguistiques de par le monde. Ceci, à son tour, nourrit l'entente, la tolérance et le dialogue interculturel et contribue à développer une culture de paix. Animés par cette conviction, nous avons inclus un nouvel alinéa dans le préambule, le quinzième alinéa, qui rappelle que l'UNESCO a proclamé le 21 février Journée internationale de la langue maternelle.

Le Bangladesh est traditionnellement coauteur des résolutions sur le dialogue interconfessionnel et sur la coopération pour la paix. Nous sommes également membres du Groupe des Amis de l'Alliance des

civilisations. Nous reconnaissons leurs efforts précieux pour promouvoir une culture de paix et un dialogue à tous les niveaux. L'autre nouvel alinéa du préambule, le seizième alinéa, salue les efforts que continuent de déployer l'Alliance des civilisations et le Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix afin de promouvoir une culture de paix.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer notre ferme appui aux initiatives susmentionnées, si nécessaires pour promouvoir la tolérance, la coexistence pacifique et les échanges entre les nations et les civilisations du monde. Même si les défis qui nous attendent sont considérables, nous pensons que le dialogue interconfessionnel peut être une des méthodes les plus efficaces pour créer des liens et résoudre les problèmes découlant d'une mauvaise communication, d'une déformation des faits et de la diffamation. Nous avons besoin d'un dialogue qui produit des résultats, comme l'a souligné le Secrétaire général dans cette même salle hier. Si nous participons tous à ces projets et si nous nous engageons sérieusement à assumer nos responsabilités partagées, alors nous pourrions assurer un monde plus harmonieux aux générations futures.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation ukrainienne.

M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en français*) : Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma gratitude aux États qui ont initié l'inclusion à l'ordre du jour de l'Assemblée générale le point Culture de paix. Que peut-il être de plus noble que les tentatives qui « impliquent le respect de la vie et le respect de l'être humain et de ses droits, la répudiation de la violence sous toutes ses formes » (A/52/191, annexe)? C'est exactement sur quoi attirent notre attention les auteurs de ce sujet dans les documents sous la culture de paix d'il y a 10 ans.

Nous, les Membres des Nations Unies, nous sommes porteurs de cultures différentes, nous appartenons à différentes dénominations religieuses. Mais ce qui nous unit est le fait que, dans nos religions, l'être humain est interprété comme une création de Dieu. Pourquoi arrive-t-il dans l'histoire, et à l'époque actuelle, que la vie de cette créature de Dieu soit détruite dans des guerres et dans des conflits interethniques? Pourquoi les droits de cette créature de Dieu sont-ils négligés au profit d'ambitions politiques ou économiques de certains individus, groupes ou partis politiques?

M. Tanin (Afghanistan), Vice-Président, assume la présidence.

Lorsque des atteintes à la vie et aux droits de l'être humain sont commises par un autre être humain ou un groupe d'individus qui sont aussi des créatures de Dieu, il est certain que ces actions ne sont pas guidées par les valeurs de la grâce de Dieu, mais par le mal. Comment résister au mal qui, sous telle ou telle forme, présente des défis à l'humanité? La réponse se trouve partiellement dans les débats sur la culture de paix qui se tiennent en ce moment dans le cadre de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale de l'ONU. Il s'agit des dialogues interreligieux et interethniques, qui doivent servir à encourager la tolérance, la compréhension mutuelle et la solidarité.

Cela signifie qu'au centre de tous les programmes de l'ONU et, en particulier, de nos objectifs du Millénaire pour le développement, doit se trouver un simple être humain – la création de Dieu. Autrement, les plans et les intentions nobles seront remplacés par des documents parfaitement rédigés, mais privés d'âme. L'être humain doit être la principale priorité dans toutes nos entreprises.

J'attire l'attention sur ce point en toute conscience, car je suis le représentant d'un pays qui a vécu une période d'existence épouvantable dans le bloc soviétique, où la vie d'un être humain était parmi les dernières priorités; en fait, elle n'était même pas parmi les priorités. L'exemple du Holodomor – notre tragédie nationale de famine artificiellement créée, qui durant 18 mois a coûté la vie de 6 à 10 millions de gens, est un témoignage éloquent d'une négligence affreuse de la vie d'un être humain en vue de la réalisation d'ambitions politiques.

Je cite souvent l'exemple suivant, car il illustre bien la cruauté inhumaine de l'auteur principal du Holodomor, le dictateur soviétique Staline. Voilà comment Winston Churchill raconte sa conversation avec Staline au sujet de la politique agricole en URSS, qui a coûté la vie à des millions de gens. Sir Winston Churchill demande à Staline : « Les horreurs de la guerre étaient pour vous les mêmes que la politique de la collectivisation? » Staline : « Ah, non. La politique de collectivisation était une lutte affreuse... Dix millions. C'était terrible... C'était absolument indispensable. » Voilà comment, sans guerre et sans révolution, ont été détruites au XX^e siècle non pas une seule, mais des millions de créatures de Dieu. Et la justification de cet acte : c'était indispensable.

Afin que de telles destructions cyniques d'êtres humains et le dédain de leur droit à la vie ne se reproduisent pas, nous devons dire la vérité sur ces crimes contre l'humanité. Aujourd'hui, nous devrions être reconnaissants envers ceux qui déploient tous leurs efforts en vue du développement et de la promotion de la culture de paix et saluer l'attention particulière qu'ils attribuent à des mesures concrètes sur le plan mondial, régional et sous-régional.

Nous pouvons espérer qu'une telle activité puissante donnera des résultats positifs sensibles et servira au rapprochement entre les cultures pour la consolidation de la paix et le déracinement de la haine entre les peuples.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation du Viet Nam.

M. Le Luong Minh (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation du Viet Nam, je souhaite remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué ce deuxième Dialogue de haut niveau sur la compréhension entre les religions et les cultures et la coopération pour la paix. Je souhaite également remercier le Secrétaire général pour son rapport (A/63/262) sur les activités menées par les principales institutions des Nations Unies pour mettre en œuvre la résolution 62/90.

Ma délégation se réjouit des mesures positives mises en œuvre ces dernières années dans le cadre de l'ONU pour promouvoir la culture de paix en général, et pour faciliter en particulier le dialogue interreligieux et interculturel dans de nombreuses parties du monde en tant que moyen d'atteindre cet objectif, en particulier.

Le Viet Nam soutient l'approche adoptée par les organismes et mécanismes des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population, le Département de l'information, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Département des affaires économiques et sociales, qui prônent des mesures à long terme visant, entre autres, à continuer d'enseigner aux jeunes générations le respect de la diversité culturelle et religieuse.

Lorsque nous parlons de la compréhension entre les religions et les cultures et de la coopération pour la paix, nous devons garder à l'esprit que sans paix, il

n'est pas envisageable de résoudre des problèmes tels que la faim, la malnutrition, la pauvreté et la discrimination raciale et religieuse, qui affectent l'existence de centaines de millions de personnes dans de nombreux pays et sociétés, ainsi qu'un large éventail de problèmes mondiaux auxquels toute l'humanité est confrontée tels que le changement climatique, la dégradation de l'environnement et le VIH/sida, et qu'en même temps, aucune paix ne peut être durable si ces problèmes brûlants ne sont pas résolus.

La compréhension et la coopération entre les religions et les cultures ne peuvent donc être encouragées que si elles reposent sur la volonté partagée de renforcer la relation organique entre la paix, le développement et, d'autre part, la résolution de problèmes qui touchent des personnes de toutes confessions.

Nous sommes profondément convaincus que, forts de leur sagesse et de leur expérience, l'UNESCO et d'autres organismes des Nations Unies devraient jouer un rôle de premier plan dans la coordination des actions des États Membres pour promouvoir la coopération et la compréhension entre les religions et les cultures.

Dans une population de presque 90 millions d'habitants, le Viet Nam compte 54 groupes ethniques, dont chacun a sa propre culture. Aux côtés des principales religions du monde, comme le bouddhisme, le catholicisme, le protestantisme et l'islam, des religions autochtones telles que le caodaïsme et le hoahaoïsme comptent chacune quelque deux millions de fidèles au Viet Nam. L'histoire millénaire de la nation vietnamienne a été marquée, à la fois, par une diversité et une unité constantes des religions et des cultures. Non seulement les différentes confessions ont coexisté sans heurts au cours de notre histoire, mais elles se sont mutuellement renforcées, comme l'exigeaient les luttes que nous avons menées pour notre survie contre des forces étrangères et contre l'inclémence des conditions naturelles.

Dans les moments les plus difficiles, le peuple vietnamien n'a jamais manqué d'encourager la compréhension, la coopération et l'harmonie entre les religions et les cultures afin de préserver l'indépendance, la souveraineté et la paix de la nation. Les affrontements entre religions et cultures sont étrangers à notre tradition.

Au cours des dernières années, notre pays a adopté une série de lois et de politiques qui visent à protéger la diversité des valeurs culturelles du pays et à garantir la liberté de religion et de croyance. Des programmes d'enseignement ont été élaborés dans huit langues minoritaires, une chaîne de télévision spéciale avec des émissions en 10 langues minoritaires a été lancée, et des milliers de programmes ont été diffusés par la radio nationale en 13 langues minoritaires. D'importants efforts ont été entrepris pour aider à établir des documents à l'attention de nombreux groupes ethniques qui ne parlent que leur langue depuis des siècles.

La Constitution vietnamienne prévoit la liberté de culte et l'égalité de toutes les religions devant la loi. Plus récemment, la Journée du Vesak de l'ONU a été observée au Viet Nam, avec la participation de quelque 5 000 bouddhistes, pour mettre en œuvre cette philosophie de paix, harmonie, compassion, non-violence, tolérance et non-soi. L'allumage sans précédent de bougies par 20 000 personnes de toutes les religions et origines, lors de la cérémonie de clôture de la manifestation, a réaffirmé la sincère aspiration de notre peuple à un monde de paix et d'harmonie.

Comme je l'ai dit précédemment, les hostilités interreligieuses et interculturelles sont étrangères à la tradition de la nation vietnamienne, malgré les tentatives de certains individus qui agissent au nom d'intérêts politiques égoïstes, sous le couvert de la religion, pour mener des activités portant atteinte aux fondements mêmes d'une culture de paix. La culture de paix, constitutive de l'ordre public, est garante de l'égalité, en droits et en devoirs, de toutes les religions devant la loi, ainsi que de l'égalité de tous les citoyens devant la loi en droits et en devoirs.

Afin de promouvoir l'entente et la coopération entre religions et cultures au service de la paix, tous les États Membres ont le devoir de faire en sorte que ces tentatives d'abuser de la liberté religieuse que nous chérissons tous et de saboter notre paix partagée soient étrangères à nos cultures.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Président de la délégation du Chili.

M. Muñoz (Chili) (*parle en espagnol*) : Je voudrais, en premier lieu, me féliciter de cette précieuse initiative de l'Arabie saoudite, qui nous permet d'engager une réflexion, au sein de l'Assemblée générale, sur l'état actuel du dialogue

interconfessionnel à partir de la Déclaration de Madrid de juillet dernier.

Cette réflexion intervient quelques semaines avant la célébration du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui constitue l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations. La Déclaration établit dans son article 18 que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seul ou en groupe, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. Une autre disposition de la Déclaration, l'article 19, reconnaît que « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression ». Il s'agit de dispositions complémentaires qui sont au cœur du débat actuel, tout comme les dispositions équivalentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Comme l'a indiqué le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, par référence aux dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les limitations au droit à la liberté d'expression et d'opinion sont conçues pour protéger les individus contre toute atteinte directe à leurs droits, et non pas pour protéger des entités ou des systèmes de croyances.

Nous sommes heureux que la Déclaration de Madrid reconnaisse le respect de la dignité humaine et la promotion des droits de l'homme, à la fois comme principe et comme base pour établir de bonnes relations entre les peuples.

Nous croyons que le processus lancé à Madrid est complémentaire d'autres initiatives introduites sous les auspices de l'ONU, comme l'Alliance des civilisations et le Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix. Mon pays, le Chili, est fier de participer à ces deux initiatives.

Le rôle joué par la religion dans le discours sur les droits de l'homme a acquis une nouvelle importance ces dernières années. Ma délégation estime que ce rôle se structure à partir de la reconnaissance du fait que le titulaire des droits de l'homme est l'individu et non pas des valeurs abstraites ou des institutions. Cette reconnaissance est à la base de la doctrine des droits de l'homme universels.

Nous sommes préoccupés par l'approche qui place la religion et les objets de culte au-dessus des droits individuels. En cas de conflit, cela pourrait impliquer que ces derniers pourraient être subordonnés aux premiers au nom du respect d'une religion donnée. Nous en avons un exemple avec la question de la diffamation des religions. Nous sommes en accord avec cette approche, mais cela peut aussi éroder le caractère libérateur dont se réclame toute religion, et même être contraire aux droits de l'homme. Comme l'a déclaré le Comité des droits de l'homme dans son observation générale n° 10, les restrictions aux droits de l'homme « ne peuvent en aucun cas porter atteinte au droit lui-même ». La restriction de la liberté d'expression ne peut être la réaction automatique des autorités face à des faits isolés concernant une religion donnée, aussi regrettables et condamnables soient-ils. Nous avons besoin, en définitive, de plus de liberté d'expression, plus de tolérance, et non pas de moins de liberté d'expression.

Nous espérons que des initiatives comme celle d'aujourd'hui serviront à jeter des ponts et à rechercher des solutions aux tensions interculturelles, des solutions qui, en cette année anniversaire, doivent approfondir notre attachement à la cause des droits de l'homme universels.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de l'Italie.

M. Terzi di Sant'Agata (Italie) (*parle en anglais*) : Je voudrais exprimer la gratitude de mon gouvernement pour l'organisation de cette réunion de haut niveau, et remercier le Roi d'Arabie saoudite, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, d'avoir lancé cette initiative.

L'Italie souscrit à la déclaration faite hier par l'envoyé spécial du Gouvernement français au nom de l'Union européenne. Je voudrais faire quelques observations complémentaires.

Pour un pays comme l'Italie, situé au centre de la Méditerranée, le dialogue avec différentes cultures, civilisations et religions est un élément essentiel de son identité, ancré dans la longue histoire qu'elle partage avec les États et les peuples d'Europe et avec ceux des rives sud de la Méditerranée.

Nous comprenons l'importance du dialogue interreligieux et de la contribution décisive que les religions et les dirigeants religieux peuvent apporter à

la réalisation des objectifs de l'ONU, notamment dans les domaines du maintien et de la consolidation de la paix, de la protection des droits de l'homme et de la promotion du développement économique et social.

Nous devons commencer par réaffirmer l'indépendance des religions et du dialogue interreligieux, à l'abri de toute ingérence des gouvernements. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ne doivent pas influencer la teneur de ce dialogue, mais ils peuvent assurément le promouvoir et le faciliter. Nous devons élargir la portée de nos débats pour passer du dialogue interreligieux à un dialogue interculturel plus large, comportant un échange entre différentes religions, croyances et traditions philosophiques, éthiques et humanistes. L'objectif doit être d'améliorer la compréhension mutuelle et de saluer l'existence naturelle de la diversité. La construction d'un système de tolérance et de respect des autres, rejetant tout abus violent du pouvoir, ouvre la voie à la culture de paix, qui est le sujet de notre débat à l'Assemblée générale.

Le débat d'hier et d'aujourd'hui, auquel de si nombreux chefs d'État et de gouvernement ont participé, est une preuve éloquente du grand potentiel du dialogue entre les religions et les cultures au service de la paix et du règlement des différends politiques, même les plus complexes.

À travers nos différentes convictions religieuses et philosophiques, nous devons essayer de reconnaître nos affinités humaines et de les formuler en un message de paix. Voici ce que j'ai retenu personnellement du discours prononcé hier par S. M. le Roi d'Arabie saoudite et par le Président de l'État d'Israël, S. E. M. Shimon Peres : l'application pratique de la culture de la paix. Comme l'a indiqué le Président Peres, « lorsque les armes nucléaires, les missiles à longue portée, le terrorisme aveugle et l'incitation au fanatisme sont au programme, nous devons tous nous employer à changer ce programme ». (A/63/P.V.46)

L'ouverture au dialogue et à l'échange tangible et réel que nous tous avons perçue hier ne contient pas seulement un message d'espoir, elle constitue également un postulat de base pour rendre possible ce changement et pour parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient, avec les contributions vitales de toutes les parties : parties au conflit, États régionaux et communauté internationale dans son ensemble.

Aujourd'hui, la voie vers le règlement du conflit est plus claire. Comme l'a dit justement hier S. E.

M. Abdullah Bin Al Hussein de Jordanie, « ce conflit est de nature politique et appelle une solution juste et négociée, qui accorde aux Palestiniens la liberté et le statut d'État et à Israël la sécurité et une acceptation régionale plus large ». (A/63/P.V. 46)

L'Italie, en tant que membre fondateur de l'Union européenne, a toujours appuyé les initiatives marquantes sur le dialogue entre les cultures et les religions qui ont pris naissance au sein des Nations Unies. Nous sommes des partisans convaincus de l'Alliance des civilisations qui, comme l'a fait remarquer le Secrétaire général, est en train de renforcer progressivement son efficacité. L'Italie est un membre actif du Groupe des Amis de l'Alliance.

En même temps, nous sommes impatients de nous associer au consensus à la fin de cette réunion pour adopter le projet de résolution (A/63/L.24/Rev.1) sur le dialogue entre les religions et les cultures présenté par les gouvernements du Pakistan et des Philippines. Je tiens à les remercier de cette initiative.

Cependant il importe de souligner que tout dialogue réel entre les cultures et les religions doit être étayé par la reconnaissance de l'universalité des droits de l'homme, dont la liberté de religion, telle qu'elle est inscrite dans l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les articles 18 et 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'article 18 du Pacte indique clairement que la liberté de religion n'implique pas seulement la liberté d'adopter ou de pratiquer une conviction de son choix, mais aussi la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé.

La République d'Italie, ayant fait l'expérience des atrocités de la Seconde guerre mondiale, a été bâtie sur la reconnaissance de ces principes et valeurs. C'est en vertu de ce fondement que nous ne pouvons pas ignorer des événements qui ont touché les cordes les plus sensibles de la coexistence pacifique. Le Parlement italien a ainsi approuvé récemment les directives qui encouragent le Gouvernement à rester ferme dans sa lutte contre toute persécution basée sur la religion et contre toute discrimination à travers le monde.

La liberté de religion est menacée dans de nombreuses parties du monde aujourd'hui. Les Nations Unies doivent par conséquent concentrer leurs efforts et leur action sur la protection et l'intégrité de ce droit fondamental. L'une des plus grandes menaces à la

liberté de religion est l'intolérance. Nous appuyons fermement l'initiative annuelle consistant à présenter à l'Assemblée générale un projet de résolution sur cette question et nous sommes encouragés par le fait qu'il a toujours été approuvé par consensus.

Je tiens à appeler l'attention, comme l'ont fait le Secrétaire général et d'autres orateurs, sur le rôle fondamental de la jeunesse et des jeunes dans le dialogue entre les cultures. La réussite de n'importe quel dialogue dépend nécessairement et particulièrement des jeunes. C'est cette conviction qui a conduit mon gouvernement à instaurer un forum de la jeunesse pour le dialogue religieux et culturel, avec comme objectif d'encourager les jeunes à prendre l'initiative pour appuyer les politiques de tolérance parmi les différentes religions et traditions culturelles.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de l'Albanie.

M. Neritani (Albanie) (*parle en anglais*) : C'est un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole à cette réunion de haut niveau de cet organe international de dialogue et de négociation, à une instance où chaque jour les affaires internationales sont prises en considération en vue de rendre le monde meilleur pour l'humanité. C'est un privilège unique pour moi de représenter mon pays et de m'associer aux autres orateurs distingués pour aborder cette question importante et délicate, qui est susceptible d'affecter directement la paix dans le monde.

Nous nous associons aux orateurs précédents pour exprimer notre profonde gratitude à S. M. le Gardien des deux saintes mosquées, le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud, pour son initiative d'organiser cette réunion de haut-niveau; au Président de l'Assemblée générale et au Secrétaire général, ainsi qu'à toutes les personnalités éminentes qui ont fourni leur appui à la conduite réussie de cette réunion.

L'Albanie est un petit pays, mais elle a quelque chose d'unique à offrir au monde : son propre exemple du rôle central que la tolérance culturelle et la compréhension peuvent jouer dans la société. Tout au long de leur histoire, les Albanais ont toujours fait preuve de l'acceptation des autres et de respect pour leurs croyances, bâtissant ainsi un sanctuaire de coexistence harmonieuse entre les fois. Cette attitude remarquable du peuple albanais a été visible non seulement entre eux, mais également à l'égard de ceux qui, dans des époques difficiles de persécution, ont

trouvé un abri dans le foyer traditionnel d'acceptation et de compréhension que constitue l'Albanie. Je fais référence ici à l'exemple sans précédent de ces familles albanaises, aussi bien musulmanes que chrétiennes, qui ont risqué leur propre vie pendant la Seconde guerre mondiale pour recueillir et protéger des centaines de familles juives des horreurs de l'Holocauste. Encore récemment, pendant la guerre du Kosovo, l'Albanie a ouvert ses portes et son cœur à plus d'un million de réfugiés kosovars qui avaient fui la campagne de purification ethnique conduite par les troupes militaires et paramilitaires de Milosevic.

La religion se trouve au cœur de chaque civilisation et en tant que telle affecte les vies, les attitudes, les traditions et les comportements de millions de personnes partout dans le monde. Par conséquent, le respect de la religion et des croyances d'autrui devient un élément fondamental pour construire et réunir de nouvelles perspectives de paix. Malheureusement, le contraire est aussi vrai. La religion est très souvent mise mal à profit par des extrémistes afin d'attiser des idéologies fanatiques dangereuses ou même des programmes nationalistes qui conduisent à la confrontation et à la guerre. L'histoire récente de notre péninsule des Balkans le montre clairement. Pour cette raison, l'Albanie, s'appuyant sur sa propre histoire, son tissu social et sa géographie de pays situé au carrefour de l'Occident et de l'Orient, a fait du dialogue entre les cultures et les religions une priorité pour le développement et la stabilité sociale.

L'Albanie est au premier rang de ceux qui offrent leur appui à toutes les initiatives aux niveaux régional et international visant à développer la compréhension et la confiance entre des peuples de fois et de cultures différentes. En tant que membre actif de l'Alliance des civilisations, nous sommes actuellement résolus à encourager la communication et l'interaction au sein du Groupe des Amis de l'Alliance et à renforcer la confiance dans cette initiative. L'Albanie partage la conviction de pays frères dans le Groupe des Amis selon laquelle l'activité de l'Alliance doit servir de feuille de route capable d'aplanir les divergences créées artificiellement entre l'Ouest et l'Est, le Nord et le Sud, et entre diverses religions et cultures dans les sociétés modernes, cela au moyen de stratégies et de projets concrets.

Notre stratégie nationale sur le dialogue entre les cultures reflète une tradition séculaire d'harmonie totale et de compréhension entre les trois confessions

principales du pays. Elle est entièrement conforme à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration des droits de l'homme, aux documents de l'Alliance des civilisations et à la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

J'ai le privilège de faire part à cette Assemblée de l'initiative récente de l'Albanie d'organiser le Forum du dialogue entre les religions dans le sud-est de l'Europe en janvier 2009, sous les auspices de notre Premier Ministre Berisha, afin d'assurer le suivi d'une conférence régionale qui s'était précédemment tenue à Tirana en 2004 en collaboration avec l'UNESCO. Nous attendons beaucoup de ce Forum. Compte tenu des nouvelles menaces et des nouveaux défis qui naissent des conflits, des stéréotypes et des préjugés religieux, l'Albanie peut offrir sa modeste contribution au règlement des conflits en offrant le modèle réussi de la société albanaise.

Comme cette réunion de haut niveau l'a démontré au long des deux derniers jours, il est possible de renforcer à l'échelle mondiale notre dialogue entre les religions et entre les cultures. Nous espérons que nous serons en mesure de maintenir cet élan, et l'Albanie s'engage à pleinement contribuer en ce sens.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation de la Belgique.

M. Grauls (Belgique) : La Belgique se joint à la déclaration faite par M. Alain Juppé au nom de l'Union européenne. L'initiative de S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud d'Arabie saoudite, Gardien des deux Lieux saints, représente une contribution importante pour la promotion de la paix et du dialogue entre les religions, les croyances et les cultures.

La Belgique est convaincue que c'est notamment par la poursuite du dialogue que nous lutterons contre les incompréhensions et les préjugés. Notre pays est un croisement de cultures, de religions et de croyances. Nous constatons donc au quotidien la richesse que cette diversité nous apporte. Mais cette diversité ne va pas sans poser également des défis. Et c'est, entre autres, par le dialogue entre toutes les composantes de la société que la Belgique est parvenue à les surmonter.

Dans ce contexte, le respect de la liberté de religion et de conviction représente un fondement incontournable. En effet, le dialogue entre cultures et religions ne peut se concevoir que dans l'acceptation

de la liberté de chacun de choisir ce en quoi il veut croire ou ne pas croire. Toutes les dimensions de cette liberté fondamentale sont donc d'égale importance, à savoir la liberté d'avoir une religion ou une conviction, de ne pas en avoir, ou d'en changer.

Pour être efficace, ce dialogue se doit d'être inclusif. Toutes les religions et les convictions doivent être impliquées dans ce dialogue, sans hiérarchie ni discrimination. Ce dialogue doit également permettre des discussions sereines entre croyants et non-croyants. Dans le même esprit, il est indispensable de protéger les personnes appartenant aux minorités religieuses. Nous constatons que les personnes qui ne partagent pas la croyance de la majorité font trop souvent l'objet de harcèlement et de discrimination. Or, il est de la responsabilité de chaque pays de veiller à ce que chacun se sente libre et respecté dans ses choix religieux ou philosophiques.

La liberté de religion et de conviction ne peut pleinement s'exercer que si les autres droits de l'homme et libertés fondamentales sont garantis. Je pense en particulier à la liberté d'association et d'expression. Dans le contexte du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme que nous célébrerons ce 10 décembre, il est essentiel de réaffirmer que l'universalité des droits de l'homme ne peut être remise en question. Il s'agit en effet d'une occasion unique pour mettre en œuvre les engagements auxquels la communauté internationale a souscrit en 1948.

Dans son article 2, la Déclaration universelle proclame qu'aucune personne ne peut subir une discrimination en raison de sa religion ou de toute autre opinion. Elle ajoute dans son article 18, que toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et que ce droit implique tant la liberté de changer de religion ou de conviction que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé.

Les sages rédacteurs de la Déclaration universelle avaient décrit en termes simples mais clairs les engagements fondamentaux des États, des engagements qui aujourd'hui résonnent de façon particulière. Ce qui paraissait peut-être naturel il y a 60 ans ne l'est peut-être plus aujourd'hui. Voilà pourquoi il convient de rester vigilant et de poursuivre la mise en œuvre de ces engagements dans un esprit de tolérance et d'ouverture, à travers un dialogue entre personnes de diverses convictions.

Pour être réellement fructueux, ce dialogue doit permettre de véritables échanges sur les croyances de chacun. Le pluralisme religieux est une richesse. Cette richesse signifie aussi que le droit de critiquer les convictions des autres, de les discuter et de les contester doit être garanti. On ne réduira pas les tensions en empêchant l'expression d'opinions divergentes. Par contre, si cette expression constitue une incitation à la haine religieuse, elle doit être interdite.

Durant ces deux journées de débat, nous avons entendu plusieurs appels au dialogue entre les religions et les cultures. Il est cependant tout aussi important d'encourager le dialogue au sein même de ces religions, convictions et cultures. Les religions et les convictions doivent en effet représenter des lieux d'échanges et de communication et non d'imposition et de contrainte. L'Organisation des Nations Unies doit certainement continuer à encourager ce dialogue, mais cela doit se faire en préservant l'indépendance des sphères politiques et religieuses. Le dialogue entre les religions et les convictions doit se poursuivre sans interférence politique.

La Belgique souhaite réaffirmer son attachement profond à la liberté de toute personne de pouvoir pratiquer sa religion ou sa croyance. Cette politique est défendue de façon active par notre pays, qui non seulement reconnaît plusieurs religions et convictions et leur accorde des subsides mais veille également à ce que personne ne voit ses droits remis en question en raison de ses convictions.

En 2005, mon pays a créé une commission sur le dialogue interculturel qui a fait plusieurs recommandations. Le but de cette initiative était d'assurer que la Belgique reste une société ouverte au sein de laquelle des personnes de différentes cultures et sensibilités puissent coopérer dans un climat d'ouverture et de tolérance, tout en adhérant aux valeurs fondamentales de notre Constitution et des droits de l'homme. La Belgique a su faire la distinction entre les matières religieuses et celles de l'État de façon harmonieuse. À titre d'exemple, elle a pris plusieurs mesures en matière d'éducation et d'accès à l'emploi. Elle offre notamment aux élèves de l'enseignement primaire et secondaire le choix entre un cours d'une des religions reconnues, l'islam et le judaïsme par exemple, et le cours de morale laïque.

Pour terminer, la Belgique espère que l'initiative d'aujourd'hui permettra de réaffirmer que chacun a le

droit de vivre ses choix religieux et philosophiques sans crainte et sans contrainte, en harmonie avec la société dans laquelle il vit. Cette initiative devrait aussi rassurer ceux qui souffrent d'intolérance et de discrimination en raison de leur religion ou de leur conviction, y compris les actes de violence et d'intimidation qui continuent de se produire dans le monde. L'éducation et le dialogue à tous les niveaux de la société sont fondamentaux pour aboutir à une plus grande tolérance et à la compréhension mutuelle afin d'identifier ce qui rapproche les êtres humains plutôt que ce qui les oppose.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant du Nigéria.

M. Onemola (Nigéria) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation nigériane, je félicite le Président de l'Assemblée générale de présider la présente réunion de haut niveau sur le dialogue entre les religions, au titre du point 45 de l'ordre du jour, intitulé « Culture de paix ».

Je félicite également S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite d'avoir pris l'initiative de convoquer cette séance visant à approfondir le dialogue entre les cultures, religions pour remédier aux multiples problèmes auxquels notre monde doit faire face.

Alors que le monde continue de se transformer en un village mondial sous les pressions de la mondialisation, nous voyons que les peuples de cultures, races et religions différentes ont de plus en plus de contacts. Nos différences appellent à une interaction accrue grâce au dialogue pour instaurer une entente mutuelle, sans laquelle nous continuerons d'être aux prises avec les conséquences de l'ignorance.

Le Nigéria est très attaché aux dividendes de la paix. Il n'est peut-être que trop naturel pour nous de continuer d'encourager la promotion d'une culture de paix, pas seulement parce que nous sommes une société multiethnique et multireligieuse, mais également parce qu'au fil des ans, nous avons appris à vivre en harmonie malgré nos diversités culturelles, linguistiques et religieuses. Cela crée peut-être des difficultés, mais les habitants de notre pays sont devenus meilleurs par le fait d'apprendre à s'accepter les uns les autres comme un même peuple, malgré nos différences. Ainsi, pour nous, le Nigéria incarne l'« unité dans la diversité » – un slogan désormais très apprécié de tous les Nigériens.

À cette fin, le Gouvernement nigérien a créé le Conseil nigérien interreligieux dont le mandat vise à promouvoir et favoriser la tolérance, la compréhension et la solidarité entre les principaux groupes religieux du pays. En outre, de nombreux États de la Fédération ont créé des conseils interreligieux similaires dont l'objectif est de favoriser la tolérance et l'entente. Nous avons entre autres créé des organismes dotés de mandats visant à favoriser la tolérance, la compréhension et la solidarité. Ces organismes comprennent la Commission nationale des frontières, la Commission de développement de la zone frontalière et l'Agence d'orientation nationale.

De notre point de vue, la stratégie visant à mettre en place une culture de paix devrait être axée sur des paramètres multidimensionnels et vastes, à savoir la promotion de la compréhension de nos modes de vie respectifs, la découverte des moyens de régler les conflits en cours et de prévenir leur intensification, la mise en place de cadres institutionnels et de capacités pertinentes et la mobilisation des ressources aux niveaux national et régional en faveur d'initiatives de paix.

Nous estimons également que les médias pourraient apporter leur appui en ciblant les programmes axés sur la paix, la tolérance religieuse et le dialogue entre toutes les religions afin de prévenir toute diffamation contre les religions et les valeurs culturelles. Au Nigéria, nous pensons que des peuples de toutes les religions peuvent coexister dans la paix et l'harmonie. Nous sommes très attachés au droit de chaque citoyen à la liberté d'expression, à la libre pratique religieuse et au respect mutuel de nos convictions. Nous souhaitons donc lancer un appel à la poursuite de réunions périodiques d'organisations interconfessionnelles et entre membres d'une même confession et à l'organisation périodique de séminaires portant sur des questions d'actualité qui faciliteront l'élimination de la tolérance, de la désunion, des conflits et de la violence.

La promotion de la paix et la compréhension grâce à un dialogue mutuel, à la tolérance et au respect des uns pour les autres nécessitent un effort collectif. Il est donc important que nous nous unissions tous dans cet effort pour faire avancer notre monde vers un avenir plus pacifique et prospère. Nous devons également nous unir pour affaiblir les auteurs de troubles et les forces de discorde parmi nous en prêtant davantage d'attention aux questions susceptibles de créer l'harmonie, afin de garantir à tous les peuples du

monde les droits de l'homme fondamentaux, notamment au moment où nous fêtons le sixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Nous sommes convaincus que le Créateur a imaginé notre diversité pour notre bien, non pour nous détruire; pour nous renforcer, non pour nous affaiblir; au service de la paix, non de la guerre. Mais tant que nous ne comprendrons pas les choses ainsi, la diversité continuera à être une force négative, au lieu d'être la force positive dont nous parlons tous et à laquelle nous aspirons tous. Nous devons déployer davantage d'efforts pour promouvoir le dialogue interconfessionnel, car nous pensons qu'il nous permettra de mieux comprendre nos différences et d'exploiter notre riche diversité culturelle. Il nous permettra de surmonter l'intolérance et la haine et toutes les notions erronées concernant les différents groupes ethniques, culturels et religieux afin que nous puissions vivre vraiment ensemble dans une atmosphère de paix et d'amour.

Pour terminer, je voudrais faire part à l'Assemblée des remarques finales prononcées par le Premier Ministre de mon pays à la quinzième session de l'Assemblée générale, le 7 octobre 1960, lorsque le Nigéria est devenu membre de cette Organisation :

« Il y a une semaine exactement, alors que les horloges marquaient minuit, le Nigéria se trouvait au seuil de l'indépendance. Il y eut une brève cérémonie au cours de laquelle les dirigeants de trois confessions différentes dirent chacun une courte prière. Nous avons tous compris alors que, quel que soit le rôle que nous puissions nous imaginer avoir joué dans cette heureuse accession à l'indépendance, nous avons compris, dis-je, que par-dessus tout, il existe une Providence divine et je crois sincèrement qu'une des conditions indispensables de l'amitié et de la coopération internationales est que chaque homme soit fidèle à ses croyances religieuses et réaffirme les principes fondamentaux de sa foi. Il se peut que, entendant le monde réclamer la paix à grands cris, nous recevions l'inspiration qui nous permettra d'aborder ces problèmes jusqu'alors insolubles et de nous consacrer réellement, avec toutes nos ressources, au progrès de l'humanité en appliquant ces vérités éternelles qui subsisteront inévitablement, bien après que nous aurons nous-mêmes disparu dans l'oubli. »

Nous prenons note de la scène décrite par M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, qui a montré le contraste entre une école pauvre et une école riche au Nigéria. Permettez-moi de dire à tous les membres qu'il n'y a pas dans notre pays d'institutions qui servent de terreau à l'extrémisme religieux.

Le Nigéria est disposé à contribuer au développement d'une culture de paix et à ne ménager aucun effort pour ce faire.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation du Rwanda.

M. Nsengimana (Rwanda) : Ma délégation voudrait en premier lieu remercier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour son rapport sur le dialogue, l'entente et la coopération entre religions et cultures au service de la paix contenu (A/63/262) et sur la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, 2001-2010 (A/63/127). Ma délégation remercie également S. M. le Roi de l'Arabie saoudite pour la contribution qu'il a apportée à la tenue de ce débat de haut niveau.

Le thème de la culture de paix rejoint les idéaux de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, à savoir, préserver les générations futures du fléau de la guerre et lutter en vue de la création d'un ordre international démocratique équitable basé sur le respect égal de la dignité de tout être humain.

Que ces principes procèdent de la foi en Dieu ou du simple humanisme, leur respect par tous les États apporterait sans aucun doute la paix et la sécurité dans le monde. Mais hélas, la réalité des rapports entre États, entre adeptes de différentes religions, entre ressortissants de civilisations, de tribus ou d'ethnies différentes, apparaît de par l'histoire comme autant de raisons de divisions et de guerres. Pensons aux guerres de religion au Moyen Âge, mais dans le quotidien de notre temps, pensons aux terrorismes divers, les uns plus visibles que d'autres, mais tous nuisibles à la paix dans le monde. Pensons, dans le cadre de l'application du droit international, à la discrimination et la partialité des différents acteurs.

Je donnerai pour exemple le cas dont le Rwanda est aujourd'hui victime. Son chef du protocole d'État en voyage officiel a été arrêté ce dimanche 9 novembre 2008 par la République fédérale d'Allemagne sur base

de mandats d'arrêt abusant du principe de juridiction universelle délivrés par la France suite à un rapport politiquement motivé d'un juge français. Le principe de juridiction universelle comme la Convention de Vienne sont pourtant des instruments visant à garantir la paix et l'ordre dans le monde. Cet exemple montre bien comment le respect de la dignité humaine et des conventions qui devraient régir notre monde pour instaurer la paix et l'ordre dans le monde peuvent être détournés au service des plus forts.

C'est pourquoi une réunion de haut niveau sur la culture de paix revêt tout son sens au sein de notre organisation. C'est l'occasion de nous rappeler que la Charte des Nations Unies apporte des solutions salutaires à notre diversité, que les grandes cultures, les grandes civilisations prêchent toutes le dialogue, la tolérance, qui est le respect de la dignité humaine, que les conventions internationales régissent les relations harmonieuses entre les peuples.

Comblons ces brèches de divisions par l'alliance des civilisations, des religions, des cultures et des peuples, et nous pourrons de la sorte répondre aux idéaux des Nations Unies et à l'avancement de l'humanité commune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Chef de la délégation thaïlandaise.

M. Pramudwinai (Thaïlande) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée à remercier le Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale d'avoir convoqué cette réunion historique. J'aimerais également, au nom du Gouvernement et du peuple du Royaume de Thaïlande, transmettre toute notre sincère gratitude et tout notre appui à la direction avisée du Serviteur des deux saintes mosquées, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdelaziz Al Saud du Royaume d'Arabie saoudite. La Thaïlande remercie également pour son rôle actif la Présidente Gloria Macapagal-Arroyo des Philippines, pays membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

La Thaïlande partage les nobles objectifs et aspirations qui ont été exprimées au cours de la présente réunion, et elle est prête et disposée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser la réalisation de ces objectifs et aspirations. La Thaïlande a la certitude que la présente réunion enverra au monde entier un message puissant et clair, à savoir que les dirigeants du monde sont unis par la quête commune du respect et de la compréhension mutuels, du

dialogue, de la tolérance, de l'harmonie et de la coexistence pacifique.

L'unité dans la diversité est ce qui, depuis de nombreux siècles, caractérise un pays qu'on appelle aujourd'hui la Thaïlande. La coexistence pacifique fait depuis toujours partie de la pratique quotidienne du peuple thaïlandais, de manière parfois inconsciente. De par son ouverture et sa situation stratégique entre l'Extrême-Orient, l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Occident, la Thaïlande est depuis longtemps au carrefour des civilisations, des cultures, des religions et des déplacements humains. Au fil du temps, de nombreux peuples aux civilisations, cultures et religions diverses se sont installés sur nos terres où ils ont vécu dans la paix et l'harmonie en tant que Thaïlandais.

La tolérance est aussi une partie intégrante de ce que nous sommes. C'est pourquoi la liberté de pratiquer sa religion ou sa foi a toujours été garantie durant toute l'histoire de notre pays. Aujourd'hui, si le bouddhisme est la religion que pratique la majorité du peuple thaïlandais, il existe aussi des communautés florissantes de Thaïlandais qui pratiquent l'islam, le christianisme, l'hindouisme, le confucianisme et le sikhisme. S. M. le Roi de Thaïlande lui-même est le protecteur de toutes les grandes religions du pays.

Pour beaucoup de ceux qui ont visité la Thaïlande, la vue de temples bouddhistes, de mosquées musulmanes, d'églises chrétiennes, ainsi que de lieux de culte pour le sikhisme et le confucianisme, tous situés dans un même quartier, n'est pas du tout rare. Ne l'est pas davantage, d'ailleurs, le déroulement de diverses activités culturelles tout au long de l'année qui illustrent la diversité de la nation thaïlandaise. Le dialogue interreligieux et interculturel n'est pas seulement quelque chose que nous envisageons; cela fait partie de notre façon de vivre. Mais nous savons que nous ne pouvons pas considérer cette unité dans la diversité en Thaïlande ou ailleurs comme allant de soi, et nous ne le ferons pas.

Les forces libérées par la mondialisation ont fait tomber des obstacles physiques. La mondialisation, mue par les progrès de la technologie de l'information et des communications, a révolutionné la façon dont nous nous appréhendons les uns les autres en tant que membres de la famille humaine. Nous sommes désormais plus proches les uns des autres qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire de l'humanité.

Pourtant, les mêmes forces qui nous ont rapprochés ont également créé un fossé entre beaucoup d'entre nous. Parfois, la proximité et la similitude provoquent la peur chez beaucoup de personnes vulnérables – la peur de perdre la perception de son identité face à la mondialisation. La répartition inégale et injuste des fruits de la mondialisation a également fait naître un sentiment d'aliénation parmi les démunis. Cette peur et cette aliénation, vraies ou imaginaires, notamment parmi les jeunes, ont été exploitées par ceux qui nourrissent haine et intolérance envers l'autre, par ceux qui ont tenté de semer des graines de discorde et de dissension dans le terreau de l'unité et de l'harmonie, et par ceux qui ont détourné les enseignements nobles et charitables des religions pour servir leurs propres intérêts étroits.

Ces personnes de mauvaise volonté veulent nous diviser. Ils veulent que la prophétie défaitiste du choc des civilisations devienne réalité. Mais ils n'y réussiront pas car nous n'allons pas les laisser faire. Il importe de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous unir face à leurs tentatives de nous diviser, pour rester en contact face à leurs tentatives de nous séparer et, ensemble, nous ferons peser toute la puissance de la compassion et de notre humanité commune sur ceux qui prêchent l'intolérance et le paradigme « nous contre eux ».

L'unité, l'harmonie et la compassion doivent être constamment nourries et renforcées. La Thaïlande s'engage à promouvoir activement l'unité, l'harmonie, et la compassion partout dans le monde, parce que nous croyons qu'une réussite dans une partie du monde contribue à la réussite de tous, car nous faisons tous partie de la même famille humaine. Nous avons participé à nombres d'initiatives, aussi bien au niveau communautaire qu'aux niveaux national, régional, interrégional et mondial.

Par exemple, en juin 2008, la Thaïlande a organisé, avec les Pays-Bas, le quatrième Dialogue interreligieux de la Réunion Asie-Europe à Amsterdam. La réunion a rassemblé des participants venus d'Asie et d'Europe qui se sont rencontrés face à face pour nouer un dialogue « religion à religion ». En outre, en tant que Président de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Thaïlande continue de travailler en étroite collaboration avec les membres de notre famille ASEAN pour s'assurer que l'ASEAN continue d'être un exemple éclatant d'unité dans la diversité. Nous continuerons également de participer activement aux différentes réunions tenues dans le

cadre du Dialogue interreligieux et de l'Alliance des civilisations. En 2010, la Thaïlande organisera le troisième dialogue Asie-Moyen-Orient dans le but de renforcer la compréhension mutuelle et d'établir des liens plus étroits entre l'Asie de l'Est et le Moyen-Orient.

Nous considérons toutes ces initiatives comme se renforçant mutuellement, mais nous sommes également tout à fait conscients que leur réussite dépend de la façon dont nous traduirons les idées et les sagesses recueillies en des actions concrètes pour le bien des populations sur le terrain. À cette fin, la Thaïlande tient à souligner les trois points importants suivants.

Premièrement, une direction imprimée par différentes parties prenantes, à tous les niveaux, est un élément crucial. Les chefs politiques, religieux et communautaires ont un rôle central à jouer dans la promotion et le renforcement de l'unité, de l'harmonie et de la compassion. D'autres secteurs de la société, en particulier les médias, devraient également participer. Nous devons tous faire tout notre possible pour veiller à ce que le pouvoir accru des médias à l'heure de la mondialisation soit utilisé dans un sens positif à la poursuite de la compréhension, de l'harmonie et de la paix entre les différentes communautés.

Deuxièmement, nous devrions nous employer à diffuser une interprétation correcte des principes et des enseignements de nos religions et de nos confessions respectives, tout en encourageant le respect des autres religions et des autres confessions. Les voix de la modération, de la tolérance et de la compassion doivent être renforcées. Jusqu'à maintenant, la Thaïlande a travaillé en étroite collaboration avec nos amis dans la région et au-delà pour encourager des échanges plus fréquents entre les chefs religieux et les théologiens. Nous sommes véritablement reconnaissants à tous nos amis, proches et lointains, de leur coopération. Nous sommes particulièrement reconnaissants à S. M. le Roi Abdullah Bin Al Hussein, du Royaume hachémite de Jordanie, d'avoir transmis gracieusement le Message d'Amman à la Thaïlande lors de sa visite en Thaïlande, en 2005. Nous étions également très heureux de la visite l'année dernière de M. Mohamed Sayed Tantawi, grand imam d'Al-Azhar en Égypte. Nous avons été très touchés par son message de paix, de tolérance et d'harmonie.

Troisièmement, nous devons accorder toute l'attention nécessaire à nos jeunes. Nous devons leur inculquer l'amour, la compassion, le respect mutuel, la

tolérance et la non-violence dès leur plus jeune âge. Ceci peut être fait grâce aussi bien à une éducation scolaire qu'à des activités extrascolaires. Nous devons faire tout notre possible pour empêcher que les jeunes ne commencent à développer un sentiment d'aliénation, car cela les rend vulnérables aux idéologies intolérantes.

Pour ceux qui se sont sentis aliénés et exposés à l'intolérance, nous devons les aider à désapprendre ces expériences et les réorienter dans la bonne voie. À cet égard, la Thaïlande a promu des échanges entre jeunes de différentes régions du monde et de différents pays de par le monde dans le but d'enrichir leurs visions du monde, de promouvoir la compréhension mutuelle et de faire en sorte qu'ils apprécient leurs différences. À ce sujet, nous pensons que l'appel lancé par le représentant du Royaume-Uni, il y a deux heures, en faveur de la cause de la jeunesse mondiale est tout à fait pertinent et nous sommes prêts à appuyer cette idée.

Au début de l'année prochaine, la Thaïlande organisera le projet de Camp interconfessionnel et culturel des jeunes de la Réunion Asie-Europe, qui servira de forum aux jeunes d'Europe et d'Asie pour faire connaissance et participer à des activités interconfessionnelles et interculturelles.

Cette séance de l'Assemblée générale démontre clairement qu'elle peut fournir au niveau mondial une impulsion qui aura certainement de profondes conséquences. Mais elle ne marque pas le but de notre voyage, elle ouvre plutôt un nouveau chapitre dans l'effort mondial visant à encourager une culture de paix et promouvoir le dialogue interconfessionnel. Pour nous, le défi est de transmettre ce message de paix, d'unité, de compassion, de tolérance et d'harmonie à tous les foyers, à toutes les maisons et à tous les centres communautaires dans chaque pays, car lorsque nos peuples partagent cette passion pour la compassion, la culture de paix triomphera.

La séance est levée à 18 h 5.